

SOMMAIRE

INTRODUCTION GENERALE	P.2
I CONTEXTUALISATION	P.6
1 – Une urbanisation rapide	P.6
2 – Une configuration politique spécifique	P.9
3 – De la guerre au conflit armé	P.11
4 – L'émergence de nouveaux paramètres : narcotraffic, paramilitaires	P.16
5 - Plan Colombia, ou la guerre de la Sainte Production	P.18
6 – De la complexité de la violence	P.21
7 – Bilan : Un Etat fragmenté	P.26
II INTRODUCTION DE LA THEMATIQUE DES POLITIQUES PENALES ET CARCERALES	P.33
1- Introduction historique	P.33
2- Travail de terrain : les données	P.35
3- Pourquoi les prisons ?	P.38
4 - La question de la validité de ce travail	P.39
5 - Comment rentre-t-on dans une prison ?	P.45
6- Problématique	P.46
III LES FONCTIONS DE LA PUNITION	P.49
1- Le droit de punir	P.49
2 – Discours qui peuvent tuer	P.50
3 – Discours grotesques	P.53
4 – De l'illicite à l'illégal	P.58
IV LA PRISON : UNE STRATEGIE POLITIQUE	P.65
1 – Discours qui font rire	P.65
2 – L'enfermement	P.68
3 – Les visites	P.70
4- Le panoptisme : le fondement d'une société disciplinaire	P.77
CONCLUSION	P.80
ANNEXE	P.82
BIBLIOGRAPHIE	

INTRODUCTION

Ce mémoire de DEA sur les prisons colombiennes est le fruit de l'analyse de données recueillies lors d'enquêtes de terrain, complétées par la lecture d'ouvrages variés. Aussi, nombreuses sont les limites de ce travail, à commencer par son caractère subjectif et particulier. Particulier, parce qu'il s'inscrit dans l'espace et le temps, dans un ici et un maintenant, comme dirait Hegel. Subjectif parce qu'il renvoie à un point de vue déterminé, lié à la personne de l'enquêteur lui-même. Ce travail est encore restreint par les spécificités propres à chaque discipline, ici la sociologie, qui tente de dégager certaines logiques rationnelles oeuvrant dans les phénomènes observés. Toutefois, et c'est aussi ce qui donne sens à ce travail, une expérience ne semble constructive que lorsqu'elle est collective, qu'elle transforme un individu en l'amenant à aller au-delà de sa propre subjectivité et à partager cette expérience. Le processus d'écriture, l'effort de théorisation, relèvent de cette volonté du sujet de se réapproprier son existence.

Ce travail présente les prémices d'une recherche sociologique sur le thème des prisons en Colombie. La prison, qui est un « système punitif concret »¹ pour reprendre l'expression de Foucault, peut être analysée comme un phénomène social. A quoi sert la prison, en Colombie, en ce début de XXI^e siècle ? Quelles en sont les fonctions sociales ? Pour comprendre ce qui est en jeu, il est nécessaire de replacer la prison dans un contexte plus large. La punition a des fonctions sociales complexes qui vont au delà de ce qui est juridiquement défini. La prison, en tant que technique de pouvoir, relève d'une stratégie politique, qui est aussi à l'œuvre dans l'ensemble de la société. Les politiques pénales et carcérales, en tant que politique, participe à cette stratégie d'assujettissement des corps. Le corps, en tant que force de production, est la prise, sur lesquels viennent s'exercer les pouvoirs d'assujettissement et de domination. Il y a donc une relation entre la prison et le système de production dans lequel elle s'inscrit.

L'utilisation de la prison comme technique punitive renvoie à un mode d'assujettissement spécifique, qui entretient un lien étroit avec le libéralisme. Le libéralisme, comme nouvelle façon de gouverner, est une stratégie politique rationnelle. Notre hypothèse est que la prison, en tant que système punitif concret, est un instrument du processus de normalisation qui se développe avec l'Etat libéral. L'Etat libéral émerge comme type de gouvernement qui cherche à maximiser ses effets, tout en minimisant ses dépenses, sur le modèle de la production industrielle capitaliste. Ce processus de modification du pouvoir gouvernemental est désigné

¹ Foucault : « Surveiller et punir », P.32

chez Foucault par le terme de 'biopolitique', la politique tendant désormais à gérer la vie des populations. Nous partons de l'idée mise en avant par Foucault, qu'une des spécificités du libéralisme est un passage du droit à la norme, ce qui implique la production d'un nouveau type de savoir. Nous tenterons donc de mettre en évidence le type de savoir que produit la prison, et de dégager son impact dans la société.

Le choix du titre « regards grillagés sur la société colombienne, ou comment les prisons ont rendu possible la construction d'un Etat pénitencier » s'explique par le souhait que nous avons de mettre en avant le rôle des détenus, tant dans la société où ils évoluent, que dans l'élaboration de ce travail, car sans leurs témoignages ce mémoire n'aurait pas vu le jour. De plus, mais ceci renvoie davantage à une conviction, il semble que le rôle du (apprenti) sociologue, dès qu'il le peut, est de donner la parole à ceux qui n'ont pas souvent l'opportunité de s'exprimer dans des milieux académiques, afin d'enrichir les échanges d'idées d'un point de vue originale sur la société.

Les informations recueillies lors de notre travail de terrain, que ce soit au travers d'entretiens ou d'observations sur le terrain, constituent le socle de cette étude. Le point de vue des personnes détenues dans les prisons colombiennes, ou ex-détenues, est donc primordial puisque ce sont ces personnes privées de liberté, qui ont vu leur corps investi par le pouvoir. Toutefois, nous ferons également appel à d'autres témoignages. Le monde des prisons, dans son organisation et son fonctionnement, résulte en effet des relations de pouvoir en jeu entre différents acteurs. Les témoignages de directeurs, gardiens, proches des détenus, avocats ou travailleurs sociaux nous permettront également de définir les stratégies du pouvoir qui sont à l'œuvre dans les prisons, et la production de sens que celle-ci génère dans l'ensemble de la société.

Notre expérience sera également sollicitée. Ce travail de terrain résulte de deux séjours en Colombie, d'un mois chacun. Pendant ces deux mois, j'ai passé une trentaine de journées en prison, la moitié en tant que membre d'une Ong militant pour les Droits de l'Homme, et l'autre moitié en tant que visiteuse, ou travailleuse sociale (par le biais de la réalisation d'un atelier en prison). J'ai essayé de garder l'œil et l'oreille du sociologue quel que soit le statut officiel qui m'ait permis de rentrer en prison, mais il est évident qu'il m'a fallu prendre beaucoup de recul, pour mettre mon opinion et mes émotions de côté. Durant ces journées en prison, mon corps était, comme tous les corps, confronté au pouvoir, et à la violence qui lui

est corrélative, particulièrement sous le statut de visiteuse. Le monde des prisons est un monde où il est difficile de ne pas s'engager, d'autant plus en Colombie. Il ne s'agit surtout pas d'ailleurs de ne pas s'engager, mais de faire en sorte que cet engagement n'ôte rien à l'aspect scientifique de ce travail.

D'un point de vue théorique, nous utiliserons essentiellement les concepts que nous a légués Foucault. L'ouvrage 'Surveiller et Punir' sera notre principale référence bibliographique. Ce qui est séduisant dans la pensée de Foucault, c'est qu'elle est en perpétuel mouvement. Les concepts se renvoient les uns aux autres, dans un jeu de miroir. Ces concepts que l'auteur a dégagés constituent donc un cadre théorique privilégié pour une recherche sociologique sur les prisons. Ce cadre permet à l'apprenti sociologue de ne pas s'enfermer dans une pensée dogmatique figée, mais de puiser dans des connaissances scientifiques qui présentent suffisamment de souplesse pour questionner un objet préexistant, ici les prisons colombiennes.

Dans un premier temps, nous tenterons de dégager les principaux processus qui ont œuvré dans la construction de la société colombienne. Pour comprendre ce qui est en jeu avec la prison, il nous semble indispensable d'analyser le contexte dans lequel elle est apparue. En tant que systèmes punitifs, les prisons visent à réguler les populations, au travers de relations complexes entre ce qui est un et ce qui est multiple. Le corps, en tant que force productive, est convoité par le pouvoir. Aussi, les disciplines sont-elles liées à un mode de production que nous tenterons de définir. Ce mode de production renvoie lui aussi à un modèle de gouvernement spécifique. Les politiques sont des techniques de domination, elles sont guerrières.

Dans un second temps, nous introduirons le thème plus spécifique des politiques pénales et carcérales en Colombie. Nous nous interrogerons sur la validité de notre travail. Nous partons de l'idée que le sociologue, en tant que corps et esprit, ne peut se détacher de ses affects, de ce qui finalement conditionne son travail, mais constitue aussi sa personne. Nous aborderons donc des thèmes tel que la contingence et la subjectivité. Nous présenterons aussi brièvement notre travail de terrain, ainsi que les raisons qui nous ont amené à nous intéresser aux prisons. Enfin, nous proposerons une problématique.

Dans un troisième temps, nous nous pencherons sur les fonctions de la punition. La prison comme système punitif est venue remplacer la cruauté des supplices, avec tous leurs cortèges de mises en scènes et de marquages du corps. Dans un monde de plus en plus ‘éclairé’, la douceur de l’enfermement s’est vite imposée face aux châtiments, qui devenaient inacceptables dans une société qui se voulait civilisée. Contre l’arbitraire vient donc s’opposer le Droit, vecteur d’universalisme et de rationalité. En effet, chaque individu devient interchangeable au yeux du Droit. Quant à la rationalité, elle se manifeste par une volonté croissante de classifier les délits et les peines, dans le but d’établir une proportionnalité entre la gravité du délit et la peine infligée. Nous observerons également les conflits qui ont lieu au sein de l’institution juridique car ils ont un impact sur les mécanismes de justice.

Enfin dans un dernier temps, nous étudierons le système punitif concret. L’accroissement de la population carcérale pose des problèmes de surpopulation, qui atteignent des proportions alarmantes en Colombie : il y a actuellement environ 65 000 détenus pour moins de 48 000 places*. Les conditions de détention dégradantes conduisent les détenus à vivre dans un climat de violence constant. L’organisation interne des prisons et leur fonctionnement est le résultat de conflits entre les acteurs du monde pénal et carcéral. Nous tenterons de dégager les éléments les plus caractéristiques de la société carcérale colombienne. Nous analyserons les fonctions sociales et stratégiques de la punition.

L’enfermement carcéral est un monde rempli de contraintes. Certains individus arrivent à y aménager des espaces d’autonomie, voire de révolte. Mais la violence inhérente à l’enfermement disciplinaire détruit les plus vulnérables. L’univers carcéral se construit selon des processus complexes de hiérarchisation, d’individualisation, d’objectivation. Nous envisagerons les systèmes punitifs et disciplinaires comme des stratégies politiques qui permettent de réguler la population carcérale colombienne, mais aussi l’ensemble de la société colombienne. Les disciplines sont très productives. Nous tenterons d’expliquer comment les mécanismes qui sont au cœur de l’univers carcéral ont aussi rendu possible l’avènement d’un Etat Pénitencier.

* Estimation de l’Institut National Pénitencier et Carcéral Colombien. Notre travail de terrain nous amène à penser que le nombre de places disponibles est inférieur à celui annoncé, d’autant plus que certaines cellules sont occupées par un seul détenu, voire vide (puisque d’autres détenus n’ont pas les moyens financiers de la louer).

I CONTEXTUALISATION

Avant même d'introduire le thème spécifique de notre recherche, il nous semble indispensable de dégager certains paramètres qui nous permettront de mieux cerner les enjeux de notre étude et de comprendre les processus qui ont sous-tendu la construction de la société colombienne. Nous avancerons dans un ordre croissant de complexité, aussi, les premières sous-parties, sont-elles plus descriptives que les dernières.

Nous partons en effet de l'idée que les changements démographiques et socio-économiques que la Colombie a connu au XX^e siècle constituent un élément déstabilisateur pour le pouvoir alors en place. Afin de maintenir son hégémonie, son contrôle de la production, le pouvoir a dû développer de nouvelles stratégies, des mécanismes de contrôle de l'individu, mais aussi de régulation de la population, parmi lesquels les politiques carcérales et pénales. De quel modèle relève l'Etat colombien ?

Aussi, nous aborderons différents phénomènes sociaux, caractéristiques de l'évolution de la société colombienne au long du XX^e siècle. En tant que phénomènes sociaux, ils sont représentatifs des différentes forces sociales puisqu'ils résultent d'un jeu de pouvoir entre les différents acteurs de la société. Nous tenterons donc de mettre à jour l'impact des relations de pouvoir entre ces différents acteurs dans la construction de la société colombienne.

1 - Une urbanisation rapide

La Colombie connaît depuis les années 1930 un mouvement de transition géographique. Celui-ci se traduit par un accroissement significatif de la population, qui passe de 9 millions d'habitants en 1930 à environ 39 millions actuellement¹ ; et par une urbanisation accélérée, plus des deux tiers des colombiens sont citadins, contre un tiers il y a un demi siècle. Les villes ont absorbé les quatre cinquièmes de l'accroissement de la population colombienne entre 1951 et 1993². Ce processus d'urbanisation a entraîné une modification des configurations socio-spatiales des villes et a également eu des répercussions sur le comportement des colombiens. Cette dynamique, dont on peut schématiquement distinguer

¹ Le dernier recensement de 1993 fait état de 37,5 millions d'habitants en Colombie.

² Selon une étude menée par V. GOUËSET, E. MESCLIER, sur l'expansion du réseau urbain, chapitre 1, P.21, in : « *Villes et Sociétés en mutation, Lectures croisées sur la Colombie* », coordonné par DUREAU, BARBARY, GOUËSET, PISSOAT.

trois phases, a été alimentée par des facteurs qui relèvent de différentes échelles ; locale, nationale, sous-continentale ou mondiale.

Dans un premier temps (1930-70), l'urbanisation semble induite par des facteurs économiques, tels que la crise du modèle agro-minier exportateur et le processus d'industrialisation par substitution aux importations, auquel vient s'ajouter un autre facteur, probablement plus déterminant, celui de l'exode rural. L'exode rural, outre sa forme classique, est également amplifié par la guerre civile, pendant la période de la « Violencia » (1945/1965). Dans un second temps (1970-1990), la croissance économique ainsi que des facteurs endogènes à la ville (comme le dynamisme d'une population jeune et féconde) semblent plus déterminants que le modèle de l'exode rural dans ce phénomène d'urbanisation. Enfin, et ceci depuis les années 1990, la globalisation et la libéralisation de l'économie tendent à renforcer cette densification urbaine. D'une manière générale, il semble que la transition urbaine en Colombie a conduit à un phénomène d'auto-alimentation des villes.

La production de la ville est le fruit de l'interaction entre plusieurs acteurs, publics ou privés. Cette interaction a donné naissance à différentes formes d'urbanisation. La ville est le résultat de logiques complexes et simultanées qui s'entrecroisent et se superposent. Chaque ville a évolué en fonction de divers paramètres techniques, économiques, politiques, géographiques et socio-culturels. De cette urbanisation sont nées 164 agglomérations de plus de 15 000 habitants, inégalement réparties sur le territoire, ainsi que quatre métropoles de plusieurs millions d'habitants, Barranquilla, Cali, Medellin et Bogota, la capitale. Il est intéressant de noter que jusqu'à la fin des années 1980, le maire de Bogota était nommé directement par le président de la République, ce qui souligne le fort intérêt du pouvoir central vis-à-vis du contrôle de la capitale.

Les structures étatiques qui étaient en place ont dû s'accommoder à cet accroissement démographique, à cette urbanisation accélérée et à l'industrialisation de la société colombienne. Aussi de nouvelles stratégies en matière de politiques publiques sont développées pour accompagner et gérer ces nouveaux flux migratoires et cette expansion démographique, afin d'en contrôler la répartition spatiale et les répercussions sur la production. La création du Departamento Nacional de Planeacion (DNP) dans les années 1960 montre que la planification est un sujet qui préoccupe l'administration publique colombienne depuis près d'un demi siècle. A partir des années 1980, la mise en œuvre des

premières politiques de décentralisation témoigne de la volonté des pouvoirs publics d'élaborer de nouvelles stratégies d'aménagement du territoire.

La dynamique démographique et la rapidité de l'urbanisation ont entraîné de profondes transformations socio-économiques dans la société colombienne. Les villes n'ont pas pu absorber toute la main d'œuvre disponible, malgré un fort développement du secteur manufacturier qui a donné naissance à une classe ouvrière au sens traditionnel. L'industrialisation a joué un rôle essentiel dans l'émergence de luttes de classes. Elle a renforcé le pouvoir économique de l'oligarchie colombienne, au travers d'un processus d'accumulation intensive du capital, mais a aussi été corrélative du développement du secteur tertiaire et de la formation d'une classe moyenne, inexistante avant cette deuxième moitié du XX^e siècle. Cette transition économique, souvent considéré comme un processus de modernisation, reflète l'expansion du capitalisme en Colombie et l'implantation du modèle libéral.

La campagne n'échappe pas à ce développement capitaliste. Malgré de forts mouvements de flux migratoires vers les centres urbains, la population augmente également en zone rurale, tout au long du XX^e siècle, en raison d'un accroissement naturel relativement marqué. Les structures du secteur rural connaissent d'importantes transformations. On assiste à un processus d'intensification des grandes haciendas (cannes à sucre, élevage ou capitalisme agraire d'exportation) parallèlement à un phénomène de pulvérisation du minifundio (principale alimentation des villes), en l'espace de deux générations. Cette dynamique renforce l'inégalité de la répartition des terres entre une poignée de grands propriétaires fonciers et une multitude de petits paysans. Selon C. Gros, 62% des exploitations agricoles font moins de 5 hectares (ce qui permet à peine à une famille de survivre) et occupent 5,1% de la surface cultivable en 1990.

Ces transformations rurales et urbaines ont soulevé la question de la répartition des sols. Des pressions entre les différents groupes socio-économiques qui cherchaient à tirer profit de ce développement économique des villes et des campagnes ont entraîné plusieurs conflits. La lutte paysanne contre l'oligarchie commence à s'organiser au début des années 1950. Le centre de la ville devient un enjeu de pouvoir économique et politique. L'accroissement des bidonvilles pose le problème de l'accès aux services publics et de l'occupation illégale des terres (*invasion*).

L'urbanisation caractéristique de la Colombie, autour de 4 pôles urbains disséminés sur le territoire, renforce le caractère régional des luttes socio-politiques. Ce régionalisme se manifeste au travers d'une dynamique interne propre à chaque région. Cette dynamique résulte de formes d'organisation économique et de cohésion sociale particulières qui déterminent également la relation entre chaque région et l'Etat, dont la présence sur le territoire n'est pas homogène.

2 - Une configuration politique spécifique

L'histoire politique de la Colombie présente plusieurs spécificités par rapport aux autres pays de l'aire andine. Ce pays n'a pas connu de forte dictature militaire, comme au Chili ou en Argentine par exemple. Il n'y a eu que deux dictatures militaires dans l'histoire colombienne ; celle du général José María Melo, après son coup d'état de 1854 (qui ne dura pas un an) et celle du général Gustavo Rojas Pinilla (presque 4 ans). Le gouvernement militaire du général Rojas Pinilla correspond davantage à une tentative de médiation entre les différentes fractions des partis traditionnels en proie à une crise intestinale, même s'il a concouru à affaiblir l'élan insurrectionnel de la fin des années 1940, lié à l'assassinat de Jorge Eliécer Gaitán ainsi qu'à l'apparition de guérillas libérales.

Le régime militaire de Rojas Pinilla cède sa place au Front National (sorte de cohabitation puis d'alternance entre les conservateurs et les libéraux, approuvée par un plébiscite national à la fin de l'année 1957), qui ne parviendra pas davantage à régler les oppositions entre les différentes fractions des partis conservateurs et libéraux. Malgré une volonté de moderniser l'Etat, la résistance des pouvoirs traditionnels et la timidité des réformes politiques et sociales ne permettent pas à l'Etat d'affirmer davantage son autorité sur l'ensemble du territoire. Les institutions d'Etat, à caractère impersonnel et bureaucratique, doivent continuellement négocier avec les pouvoirs locaux ou régionaux, qui eux entretiennent d'étroites relations avec la population, relations de type clientéliste. D'un côté cela freine certainement la modernisation de l'Etat, mais d'un autre côté, sa tendance centralisatrice en est pondérée.

A partir des années 1960, l'incapacité grandissante de l'Etat face aux changements socio-économiques (urbanisation, industrialisation, accès plus large à l'éducation, etc.) conduit à une crise de la représentation politique des partis traditionnels. Cette crise a comme

conséquence de discréditer le politique d'une manière général, en le confondant avec les pratiques de la classe politique traditionnelle, qui semble de plus en plus distante des intérêts collectifs. Aussi une scission s'opère entre politique et société.

La république colombienne n'a connu que deux mouvements populaires. Le premier correspond au gaitanisme des années 1940. Longtemps laissé de côté dans les analyses sur la Violence, Pécaut propose d'y voir une clé de lecture pour comprendre cette période qui laissa entre 100 000 et 300 000 morts. Le discours de Jorge Eliécer Gaitán, qui n'a jamais accédé à la présidence, se construit principalement autour de l'opposition entre le peuple et l'oligarchie, et se différencie donc du discours libéral classique du parti auquel il appartient. Gaitán disait : « je ne suis pas un homme, je suis le peuple », il semble qu'il ait gardé de précieux enseignements de son voyage en Italie.

Pécaut se pose la question de savoir dans quelle mesure, le gaitanisme a survécu au travers de la guérilla libérale. L'assassinat de ce leader charismatique, le 9 avril 1948, a entraîné de nombreux soulèvements populaires, sur l'ensemble du territoire, urbain ou rural, qualifiés par le président d'alors, Ospina Pérez, de plus grands dangers qu'ait connu la république colombienne. L'offensive conservatrice visait donc dans un premier temps les 'nueveabrileños' (ceux du 9 avril). Le gouvernement de l'Union Nationale, auquel participaient aussi des libéraux y compris après le 9 avril, assumait d'ailleurs pleinement, selon Pécaut, cette croisade contre les partisans de Gaitán, même si celle-ci se dirigeait contre l'ensemble du parti libéral à partir de la fin de 1949.

L'anapisme, durant le Front National, constitue le second mouvement populaire. Il connaît son apogée lors des élections de 1970. Rojas Pinilla, que l'on retrouve comme leader de l'Anapo (Alianza Nacional Popular) trouve son argument principal dans l'affirmation que les dirigeants du Front National appartenaient à la même oligarchie et que l'alternance ne servait que leurs intérêts. Bien que lui-même semblait fortement soutenu par les latifundios comme l'affirme la timidité des réformes agraires d'un parti qui se revendique populaire et socialiste, la nationalisation des sous-sols (pétrole) et des importations, une timide planification des institutions de crédit et le refus d'un contrôle natal lui confèrent un aspect populiste.

La quasi inexistence de populisme est pour Daniel Pécaut directement liée à la précarité de l'Etat, au modèle privatisé de l'économie et aux relations de type clientéliste qui favorisent la

création d'une culture populaire également bipartiste.¹ Le contraste entre la relative stabilité institutionnelle, symbolisée par un régime à responsabilité partagée entre conservateurs et libéraux pendant le Front National, et la violence chronique semble distinguer la Colombie des autres pays andins.

Le monopole instauré par le système bipartiste n'a pas permis à la citoyenneté de s'exprimer en dehors de ses propres frontières. Dans un contexte difficile, d'ouverture des frontières, d'apparition d'un mouvement ouvrier et d'une classe moyenne, de transformation du rôle social de la femme, de modification de la structure familiale, de l'accès de plus en plus large à l'éducation, le bipartisme a favorisé (sans en être la cause) la formation de groupes "à la marge" qui représentent les intérêts de la jeunesse universitaire, des couches moyennes des villes et des petits paysans, qui attendent toujours une réforme agraire satisfaisante. C'est dans ce contexte qu'apparaissent les groupes armés de type révolutionnaire.

3 - De la guerre au conflit armé

Daniel Pécaut distingue trois types de guerres dans l'histoire de la république colombienne. Ces trois étapes se distinguent en fonction de trois paramètres : le contexte général dans lequel les guerres se produisent, les caractéristiques des protagonistes qui y participent, les motivations et objectifs qui les ont suscitées.

Les « Guerres Civiles », qui constituent une première étape, tentent de régler les rivalités internes à la classe dominante, même si les prétextes invoqués sont variés (abolition de l'esclavage, relations Etat-Eglise), ce sont d'ailleurs les mêmes qui vont diviser les oligarchies latino-américaines à la même époque. Ce qui caractérise ce type de guerre, c'est la participation croissante de la classe dominante, non seulement au niveau de l'orientation idéologique, mais aussi de la direction militaire. Si l'on faisait référence à Hegel, on pourrait dire que le peuple est en état de servilité et d'aliénation puisqu'il se bat (et meurt) pour réaliser des intérêts qui ne sont pas les siens, soit la liberté d'autres hommes, qui le dominent.

Le second type de guerre, selon Pécaut, est celui qui se produit vers la moitié du XX^e siècle et que l'on dénomme "la Violencia". Ce terme est polysémique, car il englobe plusieurs

¹ Daniel Pecaut, 2000, "Populismo imposible y Violencia", in : *Guerra contra la Sociedad*,(2001), Editorial Planeta, Bogotá.

phénomènes de violence. De plus, aucun événement ne vient donné l'origine à cette époque dite de "la Violence" (1945, 1946, 1948, se demande Pécaut). Cette guerre se déroule dans un contexte de crise permanente dans lequel classes dominantes et classes subalternes se confrontent de plus en plus ouvertement. Les fractions dominantes en exercent toujours la direction idéologique, mais c'est le peuple, en particulier les paysans, qui la conduit militairement.

Pendant cette période, la masse fait irruption dans la vie politique du pays. Différents mouvements populaires s'organisent et donnent naissance à de nouveaux partis politiques qui se veulent partis de classe (Partido Socialista Revolucionario, Partido Comunista, Union Nacional de Izquierda Revolucionaria, Partido Agrario Nacional). Les mouvements étudiants, qui prennent de plus en plus d'ampleur, commencent à s'opposer à l'Eglise. L'université est le siège de nombreux débats, à l'origine d'un processus de sécularisation croissant. Il y a donc un phénomène de prise de conscience.

La troisième étape trouve ses germes dans la période antérieure, mais prend une forme effective dans les années 1960. Elle perdure aujourd'hui, même si les paramètres internationaux ont davantage de poids actuellement. Pour Pécaut, autant la direction idéologique que militaire échappe complètement aux classes dominantes. En effet, même si dans un premier temps, les guérillas se réclament du parti libéral, ce dernier ne se reconnaît plus dans leurs actions et affiche une distance de plus en plus hostile. Son objectif officiel n'est plus une incorporation dans l'Etat, mais une abolition du régime existant par des forces politico-militaires qui se revendiquent comme les portes-paroles des classes dominées.

Il y a donc une « réappropriation » de la guerre, ou comme dirait Foucault, une subjectivation. Camilo Torres¹, qui a essayé de déterminer l'impact de la Violence sur les classes populaires, montre comment la résistance a permis aux paysans de rompre avec leur habituelle attitude de soumission. A la domination s'oppose donc la rébellion, et nous pouvons dire qu'une lutte des classes apparaît. Une conscience politique est née chez les paysans, ceux qui leur permet de lutter pour leur liberté, entendue ici au sens hégélien de capacité à faire passer ses décisions dans le réel. D'autres auteurs viennent nuancer les conclusions du prêtre révolutionnaire, en rappelant que les groupes révolutionnaires ne se sont pas forcément développés dans les

¹ **TORRES RESTREPO**, Camilo (1963) : « La violencia y los cambios socio-culturales en las areas rurales colombianas », Bogota.

régions où la Violence a été la plus dévastatrice. Nous pouvons retenir qu'une conscience politique est apparue chez les paysans, même si ce n'est dans leur majeure partie. Ils constituent désormais une force sociale.

Le conflit armé évolue en fonction de plusieurs paramètres, parmi lesquels les richesses naturelles vont jouer un rôle important tant économiquement que stratégiquement. La découverte par l'ELN d'un gisement de pétrole en 1983 va constituer un moyen de financement primordial, qui va lui permettre de s'étendre à nouveau. Les oléoducs, élément essentiel dans la production du pays, sont continuellement attaqués par les guérillas. De ce fait, le conflit présente une configuration régionalisée, comme le met en avant l'étude menée par González, Bolívar et Vásquez². Il ne couvre pas de manière homogène ni avec une intensité identique l'ensemble du territoire. De plus, la formation des trois principaux groupes guérilleros³ ne s'articule pas sur les mêmes discours et n'ont pas le même auditoire. A leur origine, les différents groupes armés révolutionnaires évoluent dans des zones spécifiques.

L'ELN (Ejercito de Liberacion Nacional), créé en 1964, est influencé par les discours castristes et guévaristes. D'anciens guérilleros libéraux rejoignent également ce mouvement. Actuellement, son influence est essentiellement urbaine. L'EPL (Ejercito Popular de Liberacion) voit le jour en 1967 et est directement lié au parti communiste marxiste-léniniste. Leur discours met en avant la nécessité de récupérer le pouvoir dans le but d'une libération nationale. Il ravive le mythe fondateur de Bolivar et de la libération par les armes. A leur origine, leur influence s'étend sur les aires de colonisation paysanne marginale, où évoluaient les guérillas libérales pendant les années 1950.

Les FARC (Fuerzas Armadas Revolucionarias Campesinas) ont une histoire plus large, même si elles sont également liées à la colonisation paysanne. Elles regroupent essentiellement des paysans armés qui cherchent non pas à prendre le pouvoir d'Etat, à la différence de l'ELN ou de l'EPL, mais à contrôler les terres qu'ils ont récupérées, lors des luttes agraires que le parti communiste colombien avait développé durant les années 1920-1930. Ces luttes se sont prolongées au travers de la confrontation qui opposa guérillas d'orientation communiste au gouvernement conservateur et aux guérillas libérales. Ces groupes construisent des pouvoirs

² Cf. **Fernán González, Ingrid Bolívar y Teófilo Vásquez** (2002) : *Procesos regionales de Violencia y configuración del Estado*, Informe final, CINEP, Bogotá.

³ Nous n'aborderons pas ici le MRL (Mouvement Révolutionnaire de Libération) ni le Quintin Lame, ni le M19, le premier a intégré le libéralisme officiel du gouvernement libéral d'alors, le deuxième s'étant dissolu et le troisième ayant été réincorporé à la vie politique officielle, sous forme de parti, très peu représenté aujourd'hui.

locaux alternatifs. Très vite stigmatisés en tant que “républiques indépendantes”, le gouvernement de Guillermo León Valencia (1962-1966) va être le premier à les attaquer militairement. La réaction des paysans conduit à la création des FARC.

Cette description de zones géographiques, où l’absence d’un monopole de l’Etat rend possible l’émergence de groupes armés qui entrent dans un rapport de force avec l’Etat, et se combattent pour exercer le pouvoir, nous permet d’introduire le concept «d’état de guerre», développé par Foucault. Foucault ne reprend pas le concept des philosophes de l’état de nature, comme Hobbes, mais fait référence à une guerre réelle, à la bataille qui entoure les institutions de pouvoir, qui est corrélative du politique. Chacun des acteurs inventent des techniques pour dominer l’adversaire. Les guérilleros font des embuscades, l’armée gouvernementale implante des bases aériennes dans les aires stratégiques.

Ce concept de guerre est intéressant parce qu’il permet de comprendre que le pouvoir est diffus, en ce sens que de nombreuses techniques lui permettent d’avoir une emprise sur différents éléments du corps social. Le pouvoir n’appartient à aucun groupe social ; il n’est pas localisable. Il s’exerce au travers de différentes stratégies et tactiques sur les corps, mais aussi les esprits. Pour Foucault, pouvoir et résistance s’appellent mutuellement. Les luttes naissent contre certains effets du pouvoir, en tant que contre-pouvoir. Le politique, c’est la guerre. Ce qui est en jeu c’est une inversion possible des rapports de force.

L’art de la guerre est une technique de guerre ; une stratégie. L’art de gouverner serait plutôt l’art de maintenir la paix, d’éviter les conflits. La politique et la guerre utilisent un même savoir, un savoir produit par la guerre, la stratégie militaire. Le gouvernement est une technique d’exercice du pouvoir, comme il y a l’art de la guerre. Le gouvernement implique une police, la guerre et l’armée se sont développées mutuellement. « C’est la stratégie qui permet de comprendre la guerre comme une manière de mener la politique entre les Etats ; c’est la tactique qui permet de comprendre l’armée comme un principe pour maintenir l’absence de guerre dans la société civile »¹. La guerre et la gouvernementalité cohabitent. Ce sont deux techniques de domination, mais la première s’adresse davantage aux individus qui sont à sa marge, tandis que la seconde visent davantage ceux qui sont à « l’intérieur ». La gouvernementalité, en tant qu’elle tend à éviter l’émergence d’un contre-pouvoir, renvoie à des dispositifs de contrôle, de savoir et de pouvoir plus complexes et beaucoup moins visibles

¹ Foucault : « Surveiller et Punir », P.197- P.198

que ceux de la guerre. Dans ce cas, les techniques d'assujettissement permettent de contrôler et de dominer. Nous y reviendrons donc plus loin, à propos de la discipline notamment.

Dans le cas de la Colombie, nous pouvons utiliser le concept de 'guerre' pour faire référence à des situations ou des moments donnés, où des individus s'organisent en élaborant des stratégies de résistance, et de luttes, ce qui donne lieu à des affrontements (ici armés) avec l'Etat. Ces affrontements, ces combats ont lieu au niveau local, même s'ils touchent l'ensemble du territoire. Par exemple, tel front des Farc va combattre tel bataillon de l'armée à tel endroit. Ces 'états de guerre' coexistent avec des territoires relativement pacifiques, et les différentes violences qui leur sont associées n'ont pas la même intensité dans le temps, ni dans l'espace. Le pouvoir est mouvant.

Depuis l'époque coloniale, les terres difficiles d'accès ont accueilli des groupes marginaux (métisses contre la domination étatique et le contrôle clérical, esclaves noirs ou mulâtres qui se sont échappés, blancs qui ne possèdent pas de terre) qui ont élaboré leurs propres mécanismes de régulation sociale. Ces territoires ne sont pas soumis au contrôle de l'Etat, ni à sa force de coercition, ni à son monopole de justice. Ce sont ces groupes marginaux qui font autorité sur le territoire où ils évoluent.

Pour Daniel Pécaut, la précarité de l'Etat colombien renvoie au fait que celui-ci n'exerce pas son autorité dans de vastes régions, particulièrement dans les zones de colonisation récente, ce qui rend possible l'usage privé de la force et la formation d'institutions substitutives comme les organisations guérilleras. Ce manque d'autorité étatique nous renvoie, selon Daniel Pécaut, seulement à un aspect de la précarité de l'Etat Nation, étant donné l'incapacité de l'Etat à consolider son influence dans la société, en raison d'une absence d'interventionnisme économique et social, qui n'aurait jamais trouvé l'opportunité de se développer. Il est vrai que ni le secteur exportateur cafetier ni l'industrie naissante n'ont eu recours à l'Etat, y compris pendant la conjoncture difficile des années 1930. L'interventionnisme social a davantage été un instrument de pouvoir des libéraux qu'un moyen de consolider l'Etat.

L'image d'une nation unie et indépendante des partis politiques n'a jamais trouvé d'écho en raison de la symbolique colombienne qui identifie le politique aux partis traditionnels, divisés depuis leur origine. Pour l'auteur, la société colombienne s'est construite tout au long du siècle précédent, sans qu'il n'y ait eu de véritables changements en ce qui concerne les

structures de l'Etat et la perception que les colombiens en ont. Pour résumer, il n'y aurait pas d'identité nationale en Colombie, ce qui compromet l'existence d'un Etat Nation. Toutefois, si l'on adopte l'optique foucauldienne, nous pourrions nous demandé si la précarité de l'Etat telle que la définit Pécaut et les processus qui lui sont corrélatifs, ne peuvent pas être perçus comme un des symptômes de l'émergence de l'Etat libéral, au sens où nous l'avons défini dans nos premières lignes.

4 - L'émergence de nouveaux paramètres : narcotrafic, paramilitaires

La crise qui apparaît dans les années 1960 s'aggrave davantage avec l'émergence du narcotrafic et du mouvement paramilitaire, qui auront un impact décisif sur la configuration du conflit armé et sur son intensité mais aussi sur le monde politique colombien.

Dans un premier temps, les hommes politiques vont tolérer le narcotrafic puisqu'il est porteur d'une certaine stabilité économique, voire sociale (par l'emploi informel qu'il engendre). L'argent gagné illégalement est réinvesti dans l'économie formelle au travers d'investissements dans des sociétés écrans ou dans l'immobilier. Il représente un apport de devises étrangères considérable. Les narcodollars ont un poids considérable dans le système économique de la Colombie, qui est d'ailleurs le seul pays de la région à ne pas avoir été affecté par la crise des années 1980. Escobar proposa même au gouvernement de racheter la dette extérieure du pays.

La pénétration du narcotrafic dans l'ensemble de l'économie colombienne se traduit par l'ampleur de plus en plus grande que prend la corruption, particulièrement durant les années 'Pablo Escobar' (apogée en 1980-1990). C'est en effet Escobar qui institutionnalise à grande échelle l'utilisation de l'argent sale comme principal outil de corruption : Londono White, un des hommes qui travaillait pour lui, était chargé d'établir les liens entre les narcotrafiquants et les hommes politiques qui cherchaient des financements. La corruption gangrène toutes les institutions d'Etat (police, justice, armée) et touche tous les gouvernements. Lors des élections de 1978, Turbay, qui sort vainqueur, est accusé de complicité avec les narcotrafiquants. Le scandale qui éclabousse Ernesto Samper Pizano donne un dernier coup d'estocade à la légitimité de l'Etat colombien.

L'introduction du narcocapital dans l'industrie, le commerce, les finances et l'agro-industrie convertit les trafiquants de drogues en un groupe social économiquement super-puissant et politiquement influent et décisif. En Colombie, on parle très vite de la 'classe émergente' : la 'narcobourgeoisie'. Son influence sur le système judiciaire est un élément fondamental pour saisir l'impuissance qui caractérise l'Etat colombien. De nouvelles lois sont créées pour juger Pablo Escobar. Les narcotrafiants ont assez de pouvoir pour faire écrire une clause "anti-extradition" dans la Constitution. Le cas des frères Ochoa est révélateur de cette crise institutionnelle qui affecte le système judiciaire. En invalidant le traité d'extradition, « elle prive le gouvernement d'une partie de sa légitimité dans son combat contre les narcotrafiants »¹. Ce phénomène est symptomatique de la situation d'anomie qui caractérise les institutions colombiennes et de l'impunité dont jouissent certains groupes.

Mais peu à peu, devant la puissance croissante du cartel de Medellin et de Cali, quelques initiatives sont prises à l'encontre des trafiquants de drogue. Enrique Parejo Gonzalez fait voter une loi reconnaissant le trafic de drogue comme illégal et donc condamnable. L'assassinat de Galán marque un tournant décisif. Les Forces Armées sont modifiées et des forces spéciales sont créées pour lutter contre le narcotrafic. La justice sans visage est instaurée. Elle vise officiellement à protéger les juges, car nombreux sont ceux qui ont payé de leur vie la condamnation d'un capo.

Le narcotrafic a également eu d'importantes répercussions sur le conflit armé. Les narcotrafiants financent localement les groupes qui peuvent servir leurs intérêts (transport de la pâte de coca et de la cocaïne, sécurité pour les laboratoires...). Le MAS et "los Pepes"², où l'on retrouve déjà Carlos Castaño, créés par divers narcotrafiants et grands propriétaires terriens, marquent le début des mouvements paramilitaires. A la mort de Pablo Escobar, le phénomène paramilitaire va croître trois fois plus vite que les autres groupes armés³.

L'aspect extrêmement lucratif du narcotrafic concoure à accroître l'intensité du conflit armé⁴, mais d'une manière très régionalisée. Les relations entre les différents protagonistes impliqués sont complexes et varient d'une région à une autre, d'un municiple à un autre.

¹ PECAUT, Daniel

² MAS : Muerte A los Secuestradores, **Los Pepes** : los Persiguidores de Pablo Escobar

³ SALAZAR, Alonso (2001) : "La parábola de Pablo, Auga y caída de un gran capo del narcotráfico", Edition Planeta, Bogota.

⁴ MEDINA GALLEGU, Carlos (1990): « Autodefensas, paramilitares y narcotráfico en Colombia, Origen, desarrollo y consolidación. El caso Puerto Boyaca », Bogota.

Cependant, les cultures illicites de coca trouvent un lieu d'expansion idéal dans les terres des zones périphériques de colonisation paysanne, où l'absence d'institution d'Etat permet leur prolifération. Elles trouvent leur base sociale chez les anciens colons, puisque les paysans trouveront dans la culture de la coca un moyen de s'intégrer dans la vie économique. C'est aussi eux qui, dans un premier temps, constitueront une base sociale pour la guérilla, qui évolue initialement dans ces régions.

Depuis la fin de la guerre froide, le narcotrafic constitue une source de financement primordiale pour les guérillas, que ce soit directement (vente-narcotrafic) ou indirectement (impôts pour les narcotrafiquants, taxes prélevés sur les paysans cultivant la coca). Comme l'a reconnu publiquement Carlos Castaño, c'est également la principale activité lucrative des paramilitaires, qui de plus est, sont soutenus financièrement par une partie de l'oligarchie industrielle. Les bénéfices sont tels qu'ils génèrent l'apparition de nouvelles factions qui s'autonomisent du groupe armé dans lequel elles sont apparues (et la volatilisation de quelques chefs paramilitaires notoires, comme Castaño, qui dit-on serait en Israël, pays dans lequel il a été formé militairement).

5 – Plan Colombia, ou la guerre de la ‘Sainte Production’

La souveraineté nationale est également mise en jeu. L'incapacité de l'Etat colombien à résoudre les problèmes liés au commerce de drogue, et qui remettent en cause sa légitimité, a été le prétexte pour le gouvernement nord-américain d'intervenir. L'ingérence des Etats-Unis, qui a une histoire centenaire, se fait aujourd'hui au travers du Plan Colombia. Le plan Colombia, qui se présente comme un plan d'aide, a été convenu entre Clinton et Pastrana en 1999. Ce plan d'action présente plusieurs axes pour lutter contre le narcotrafic, que ce soit en Colombie ou aux Etats-Unis : éducation préventive ; lutte frontale contre les producteurs de cocaïne, la consommation et la commercialisation de stupéfiants ; aide aux pays producteurs. L'aide militaire, qui se présentait comme une lutte contre les narcotrafiquants, est aussi l'occasion de mener à bien une guerre 'contre-insurrection', ou comme dirait Bush, une lutte antiterroriste.

Le Plan Colombie est une stratégie politico-militaire impérialiste au coût écologique élevé¹, qui tend également à augmenter l'intensité et la complexité du conflit armé. C'est une stratégie impérialiste puisqu'elle vise non pas la satisfaction des intérêts colombiens, mais ceux du gouvernement étasunien. La Colombie présente de nombreux atouts (seul pays de la région à avoir une côte pacifique et atlantique, plus grand réservoir d'eau douce de l'Amazonie, émeraudes...), mais c'est surtout le troisième réservoir de pétrole de la région, après le Venezuela et le Mexique. La Colombie est devenue le deuxième pays, après Israël, à bénéficier de l'aide américaine. Le coût élevé du plan Colombia, déjà plusieurs milliards de dollars investis, implique que les bénéfices sont encore plus importants.

La majeure partie des 532 millions de dollars de l'aide militaire approuvée en février 2003 par le Congrès étasunien a été versée à la Brigade XVIII de l'armée nationale colombienne², située en Arauca, département frontalier du Venezuela. La fonction principale de cette brigade est de protéger l'oléoduc Caño Limón-Coveñas contre les attaques de la guérilla (166 attaques en 2001). Il faut savoir que cet oléoduc transporte une grosse partie du brut extrait de la zone par une compagnie pétrolière américaine, l'Occidental Petroleum, depuis 1985, date à laquelle le gisement a été découvert. Or depuis quelques années, l'intensité du conflit en Arauca ne cesse de croître, comme en témoignent les différents rapports des ONG de Droits de l'Homme, dont Amnesty International. La Colombie et Israël sont aussi en tête du palmarès des pays où il y a le plus de violations de Droits de l'Homme.

Comme dans le cas de l'Irak, et de tant d'autres pays, les Etats-Unis mènent une guerre sainte, servant leurs intérêts, la guerre de la 'Sainte Production'. La rationalité du système de production est totalitaire et aliénante, les hommes devenant de plus en plus assujettis aux nécessités d'un système productif expansif. Le totalitarisme qui caractérise la « Sainte Production » a été rendu possible en raison de l'aspect spéculatif de l'économie. C'est la spéculation qui a permis aux groupes dominants d'accumuler des capitaux et de faire des investissements, mais qui a aussi poussé la production à s'autonomiser de sa matrice sociale puisqu'elle ne répond plus à des besoins immédiats. C'est un processus expansif, en ce sens qu'il crée constamment de nouveaux besoins et se globalise, visant à intégrer en son sein de plus en plus de forces productives, c'est-à-dire des individus.

¹ **Les défoliants** utilisés pour détruire les champs de coca sont les mêmes que ceux utilisés contre le Vietnam. Les dégâts sont considérables tant au niveau humain qu'écologique, le champignon utilisé ayant une durée de vie de plus de quarante ans.

² CF. Carlos Fazio : « El Hombre de Washington », in 'La Jornada', 11 Août 2003.

Toutefois, ces deux processus, processus d'accumulation des hommes et d'accumulation du capital ne peuvent pas être séparés. Les procédés disciplinaires font le joint entre ces deux processus comme le souligne Foucault¹ : « Disons que la discipline est le procédé technique unitaire par lequel la force du corps est au moindre frais réduite comme force 'politique', et maximalisée comme force utile ». La croissance de l'économie capitaliste a rendu nécessaire l'émergence des disciplines, comme technique d'assujettissement des corps au système de production, comme en témoigne ne serait-ce que la division du travail.

Pastrana, qui lance une vague de privatisation, autorise une augmentation de la participation des capitaux étrangers dans l'exploitation du pétrole, passant de 50% à 75%. Carlos Medina va même jusqu'à dire que : « s'il s'agit d'être 'juste', l'aide du narcotrafic a été plus bénéfique à l'économie, au travers des investissements, à l'époque où la bourgeoisie mettaient ses capitaux à l'abri, dans des banques étrangères »². L'introduction de critères étrangers ont favorisé l'utilisation de fonds au développement pour la destruction, en favorisant la réponse militaire comme solution au conflit armé. Nous pouvons dire que le Plan Colombia est une stratégie de domination, puisqu'au travers d'un cadre juridique et moral, un Etat, les Etats-Unis d'Amérique, s'octroie le pouvoir d'intervenir militairement et le pouvoir de tuer dans un autre Etat, la Colombie, afin de s'en approprier les richesses et d'y imposer un cadre normatif (« la coca, c'est mal »). Les Etats-Unis sont donc en position de domination sur la Colombie, et la Colombie en situation de dépendance.

Nous pouvons avancer l'idée que les Etats-Unis mènent une politique raciste. Le racisme existe depuis longtemps, certes, mais dans le biopouvoir, il devient une technique de pouvoir. Dans les politiques de gestion de la vie, c'est le racisme qui va légitimer la mort, et donc le droit de tuer. Une sorte de 'purification' de l'espèce au nom de sa sauvegarde, comme dirait Foucault. Finalement, dans le plan Colombia, ce n'est pas seulement l'opposition politique en tant que telle qui est menacée de mort, c'est parce qu'elle est considérée comme dangereuse, et que sa dangerosité constitue une menace. Il y a donc un léger glissement d'une relation guerrière à une relation biologique, où il faut éliminer la menace, pour survivre.

¹ Foucault, SP, P.257

² C'est notre traduction : « si se tratara de ser "justos", mayor ha sido la ayuda que el narcotrafico con sus inversiones le ha hecho a la economia del pais en momentos en que la burguesia tradicional ponía a salvo sus capitales en los bancos extranjeros (...) »

Nous pouvons aussi noter que le discours dominant a suivi ce léger glissement, le mot terroriste ayant remplacé celui de communiste. Le risque de mourir est un des principes qui permet l'obéissance car il entraîne la peur. Une population exposée à la mort peut être plus facilement assujettie. Le conflit armé est donc complexifié en raison de l'intervention étasunienne qui répond à une autre stratégie. Avec l'intervention américaine, nous sommes dans le biopolitique. C'est de la survie de la population américaine et de son système de production dont il est question (avec la plus grande consommation mondiale d'énergie par habitant). Aussi plusieurs pouvoirs, politiques et biopolitiques, s'entremêlent et s'accumulent dans le cadre du conflit armé, ce qui a comme conséquence d'en accroître l'intensité et la complexité.

6 – De la complexité à l'hétérogénéité de la violence

La violence s'est enflammée avec l'essor du narotrafic. Ce type de violence se déploie dans au moins trois directions selon Camacho¹. Il y a une violence interne entre les trafiquants eux-mêmes, intra ou inter-mafias ; la violence qui vise ceux qui menacent leur développement économique (hommes politiques, policiers...) ; la violence contre ceux qui veulent modifier l'ordre social global au travers duquel se réalise leurs activités et leurs bénéfices. Le premier type de violence a pour enjeu direct le gain du monopole du trafic de drogue. Le deuxième type de violence est une violence contre le monopole étatique de la justice et de la légalité. La troisième forme de violence est essentiellement dirigée contre les secteurs armés de gauche, mais concernent aussi les leaders syndicaux ou politiques de gauche. Mais l'enchevêtrement de ces violences entre-elles et avec d'autres formes de violence semble atténuer la pertinence d'une telle distinction.

Les années 1980 ont vu le conflit armé s'amplifier, en raison d'une nouvelle stratégie de redéploiement des fronts des guérillas et l'apparition des paramilitaires. Ces affrontements ont essentiellement lieu en zone rurale, ce qui provoque à nouveau des phénomènes d'exode rural et de migrations en zone intra-rural (plus de 3 millions de déplacés). Mais le conflit armé s'étend aux villes en raison de nouvelles stratégies (attentats), auquel l'apparition d'escadrons de la mort vient se surajouter. Dans les années 1990, la violence-homicide s'intensifie principalement dans les métropoles et le concept de « violence syndrome des grandes villes »

¹ CAMACHO GUIZADO, A. (1991) : « Cinco tesis sobre el narcotráfico y la violencia en Colombia », Revista Foro, n°15, septembre.

apparaît. De 1989 à 1996, le taux moyen d'homicides à Cali, Medellin et Bogota est de 114hpcmh¹. Ces métropoles semblent suivre une évolution similaire, mais à partir de 1997, leurs taux d'homicide baissent à nouveau, même si c'est de manière différenciée.

La hausse de la violence dans les villes colombiennes à l'époque des cartels de Medellin et Cali ne peut être attribuée uniquement au narcotrafic. Certes, dans les années Escobar, les taux d'homicide grimpent en flèche (sicarios et attentats de plus en plus fréquents), mais ils sont liés à un nombre d'interférences complexes qui ont abouti à une dislocation du tissu social. Pour Wacquant, la notion de 'violence urbaine' est un « pur artefact bureaucratique, dépourvu de cohérence statistique et de consistance sociologique »². Le débat sur la violence est influencé par les enjeux politiques qu'il implique. Aussi les méthodologies qui servent de base pour définir les indicateurs utilisés pour estimer la violence, en particulier non-homicide et sur le patrimoine, présentent de nombreuses incohérences.

Les statistiques sur la délinquance et la criminalité ne reflètent qu'une partie des phénomènes de violence, ce sont ceux qui correspondent à l'activité policière. Les statistiques ne reflètent donc pas l'ensemble des phénomènes de violence, mais ce qui en a été consigné par écrit selon des normes établies par les groupes dominants. La notion de 'violence urbaine' renvoie au thème de l'insécurité qui est actuellement très en vogue et sur lequel nous reviendrons plus en détail au cours de notre étude. L'apparition de cette notion est emblématique de tout un savoir qui s'est construit autour de la délinquance et du thème de l'insécurité.

Toutefois, selon l'usage qu'on en fait et en tenant compte de la manière dont elles sont élaborées, de leur cohérence, les statistiques peuvent avoir du sens si on les replace dans un contexte plus large. Guzman remarque que, à Cali, les temps forts de la violence homicide ont lieu tous les quinze jours et augmentent sur l'ensemble de l'année³. Ces remarques sont aussi confirmées par d'autres études, pour d'autres villes. En fait cela coïncide à la manière dont on paie les employés colombiens (tous les 15 jours), et à l'impact des fêtes de fin d'année. Il s'agit de ce que Guzman appelle la « rumba pesada », mais ce phénomène n'est pas spécifiquement colombien.

¹ **PISSOAT** (coord) (2004) : « Violences et villes », P.249 (hpcmh : homicides pour 100 000 habitants)

² **WACQUANT** : « Les prisons de la misère », P.49

³ **PISSOAT**, opus déjà cité, P.253

L'utilisation des statistiques peut également nous servir à situer la Colombie dans un contexte international. De 1955 à 1969¹, le taux d'homicide de la Colombie appartient au cinq taux les plus élevés au monde, avec une moyenne de 31 homicides pour 100 000 habitants (31 hpcmh), puis il baisse dans les années 1970, avec une moyenne de 20 hpcmh. Depuis 1980, la Colombie présente des taux d'homicide parmi les trois plus élevés au monde, dépassant régulièrement les 50hpcmh, ce qui en fait un pays en 'situation de guerre'². Cependant, il faut garder à l'esprit le caractère fortement régionalisé des violences, même si les taux départementaux les plus bas de la Colombie dépassent celui des autres pays d'Amérique du Sud, et restent dix fois supérieur à celui de pays très pauvres comme le Soudan³.

Si les statistiques nous renseignent mal sur ce qu'est la violence, elles peuvent nous permettre de cerner le profil des victimes de la violence, dans le cadre de la violence-homicide. Les hommes sont de loin les plus touchés par la violence, surtout ceux qui ont entre 15 et 34 ans⁴, toutefois, le taux de 93% de victimes de sexe masculin de la violence-homicide, est sensiblement le même que dans les autres pays. Ce qui différencie la Colombie, c'est que l'homicide est la première cause de mortalité des hommes adultes en Colombie. C'est aussi un des pays où le nombre de journalistes et de syndicalistes tués chaque année est le plus élevé au monde.

La distinction autrefois admise entre deux périodes, de 1946 à 1964, une violence essentiellement politique, liée à l'opposition entre parti libéral et parti conservateur, puis des années 1965 et particulièrement 1970, une situation de violence généralisée qui s'accompagne d'un phénomène de privatisation de la violence (mafia et crime organisé, 'groupes de nettoyage'), tend actuellement à être nuancée. Cette distinction fait place à l'émergence d'un nouveau paradigme -'la violence protéiforme'- qui renvoie à la multiplicité des causes de la violence ainsi qu'à l'hétérogénéité des formes de violences. Cette notion permet davantage de rendre compte de la complexité de la violence qu'avec une analyse fondée sur une logique causale, souvent unidimensionnelle. Dans son analyse sur la Violencia, Uribe montre que

¹ Selon le Demographic Yearbook du PNUD, in : « Violences et villes »,opus déjà cité.

² **PISSOAT** : « Violences et villes » P233, note de bas de page que nous reproduisons ici : Un pays serait 'violent' quand son taux dépasse 10hpcmh, et serait en situation de guerre avec un taux supérieur à 50hpcmh.

³ Opus déjà cité, P.233-234.

⁴ **PISSOAT** (coord) (2004) : « Violences et villes » P.253.

l'engrenage prosaïque des rancoeurs personnelles et de la vengeance du sang⁵ se confond souvent avec les motivations politiques de certains acteurs.

Le terme de violence est polymorphe et il n'y a aucune définition commune et délimitée. Cette notion renvoie à un large panel de phénomènes, que la violence soit physique ou symbolique. Il est aussi difficile de distinguer une violence anomique d'une violence stratégique, particulièrement dans un pays où la violence s'est généralisée depuis quelques décennies. Dans le cas du conflit armé, il n'est guère possible de distinguer ce qui relève de violences anomiques ou stratégiques. En revanche, l'on peut dire que la violence s'est institutionnalisée comme un moyen de communication entre l'Etat et les secteurs qui sont à sa marge.

Parmi les différents processus qui alimentent le développement de la violence en Colombie, nous partagerons l'idée, avec Guzman, que le capitalisme joue un rôle important : « nous sommes insérés dans le système capitaliste, de nature violente, puisqu'une de ses fins consiste à imposer et maintenir la relation sociale de domination de quelques nations sur les autres et de quelques classes sociales sur les autres »¹. La violence est corrélative des conflits sociaux. Comme nous l'avons vu, la configuration du système politique colombien, fondé sur les partis politiques traditionnels, tend à reproduire des contradictions de classes qui se manifestent aux travers des différents conflits sociaux, ce qui met en évidence l'étroite corrélation entre pouvoir, politique et violence. L'accumulation des différentes stratégies des acteurs armés (police, armée, paramilitaires, narcotrafiquants, guérillas, grand banditisme et délinquance commune) implique aussi une accumulation des violences hétérogènes, qui s'en trouvent décuplées.

Le Cinep² édite des statistiques trimestrielles sur la violence politico-sociale et les violations des Droits de l'Homme en Colombie. Le sérieux de cette institution et son autonomie ne semblent pas contestables. Les catégories auxquelles ils font appel sont soigneusement définies. Aussi, pour l'année 1998, le Cinep a enregistré 82 assassinats de syndicalistes. Pour l'année 1998, 8964 cas de violations aux droits humains et de violences politico-sociales ont été recensés. La violence politico-sociale est définie comme « étant la violence exercée

⁵ **URIBE, M.V.** (1990) : « *Bipartismo y masacres en el Tolima durante la violencia* », Analisis n°4, pages 23-28, CINEP, Bogota.

¹ **GUZMAN CAMPO** : « Reflexion critica sobre el libro 'la violencia en Colombia' », P59, la traduction en français est notre.

² CINEP : Centro de Investigacion y de Educacion Popular.

comme moyen de lutte politico-sociale, que la fin soit de maintenir, modifier, de substituer ou détruire un modèle d'Etat ou de société, ou qu'elle soit aussi de détruire ou de réprimer un groupe humain qui a une identité au sein de la société, en raison de son appartenance sociale, politique, corporatiste, ethnique, raciale, religieuse, culturelle ou idéologique, de manière organisée ou non ».

Cette définition de la violence politico-sociale est certainement utile d'un point de vue juridique, mais d'un point de vue sociologique, elle n'est pas très satisfaisante. Elle reflète ce que Arendt dit des Droits de l'Homme. Leur volonté d'universalisme en fait un concept vide de contenu, ou finalement, si l'on ne peut rien y mettre, on peut aussi tout y mettre. Les estimations chiffrées qui tentent de classer la violence se fondent sur la rationalité qui lui donne naissance. Leur rationalité a même quelque chose d'inquiétant. On imagine le 'bruit de bottes' des régimes nazi ou stalinien. Mais nous pensons encore plus au Panopticon de Bentham. Si on ne parle pas de violence à propos des animaux, sauf peut-être domestiques, c'est peut-être parce que la violence est proprement humaine, en ce qu'on a de différent avec le monde animal. Peu de chose soit, parce que cette chose n'est pas visible en tant que telle. La rationalité, principe totalisant, mais aussi producteur de catégories – à commencer par l'espace et le temps- et de différences, étend ses mailles dans l'invisibilité d'une logique sournoise.

Aristote définissait l'homme comme un animal politique, l'homme de la cité. Aussi, essayer de définir un concept de violences 'politico-sociales', ou sociales, ou politiques renvoie à une redondance. Le politique implique aussi bien du social (l'existence d'une société) que de la violence (en tant que stratégie de domination, la politique est nécessairement violente) ; la violence (en tant qu'elle est proprement humaine) renvoie toujours à du socio-politique et le social (en tant que société) est nécessairement violent et politique. Bref, ces trois termes se renvoient nécessairement l'un à l'autre, et vouloir faire une typologie des violences socio-politiques, c'est un peu le serpent qui se mord la queue ; cela suppose qu'il y ait des violences qui ne soient ni sociales, ni politiques, ce dont nous doutons.

7 – Bilan : Emergence de l'Etat libéral

L'Etat colombien continue de fonctionner sur un mode traditionnel. Le personnel administratif étatique se recrute en fonction de son adhésion aux partis traditionnels, les hauts postes de l'économie sont confiés aux entrepreneurs les plus puissants, ce qui fait que ce sont des intérêts privés qui continuent d'être représentés à l'intérieur du gouvernement. Sabas Pretelt de la Vega, président de la Fédération National des Commerçants (FENALCO) mais aussi proche de l'Opus Dei, a été nommé nouveau ministre de l'Intérieur et de la Justice par l'actuel président de la République, Álvaro Uribe. Les relations de type clientéliste et corporatiste sont toujours manifestes.

L'articulation de l'Etat colombien avec les pouvoirs de fait existants au niveau régional et local explique en partie la précarité de l'Etat, telle que la définit Pécaut. Cette distance entre l'Etat et certaines forces sociales favorise l'apparition de micropouvoirs qui se construisent en sa marge. La corruption et l'hétéronomie de l'Etat et du système politique, fondé sur l'alternance d'oligarchies et l'autonomisation exagérée des acteurs politiques, constituent un frein à la démocratisation parce qu'elles conduisent à une crise de la représentation politique. Cette tension entre modernité et tradition est manifeste aussi au travers du récent mouvement pour la paix (dont les contours sont à géométrie variable et floue), qui s'est constitué en dehors des canaux institutionnels, et qui tente d'apporter d'autres solutions que la solution militaire au conflit qui oppose l'Etat aux guérillas. Il témoigne d'une volonté populaire d'ouvrir l'espace public, même s'il est encore relativement inefficace.

La Constitution de 1991 reflète la volonté réformatrice qui s'affirme de plus en plus dans la société depuis une trentaine d'année. Elle reconnaît la pluralité religieuse, culturelle et ethnique, ce qui représente un acquis juridique très important sur le plan formel de la démocratie, en particulier pour les groupes indigènes et afro-colombiens, même si ces droits ne sont guères effectifs. Hegel définit le Droit comme la condition formelle de la liberté et l'on peut effectivement voir dans cette Constituion une tentative de remédier à la crise de la représentation politique.

Toutefois, cette nouvelle Constitution participe à fragmenter davantage un Etat, dont la présence sur le territoire est très régionalisée. La reconnaissance des groupes ethniques, culturels et religieux tend à favoriser la représentation d'intérêts particuliers, communautaires. Elle participe à un processus d'atomisation de la société. D'un point de vue théorique, cela nous conduit à analyser les conflits sociaux non pas au travers de l'opposition de deux

classes, au sens marxiste traditionnel, même si la production reste un enjeu dans les rapports de domination dans le système libéral, mais dans un rapport dialectique complexe qui résulte des rapports de force entre une multiplicité de groupes d'intérêts, dont plusieurs peuvent être hégémoniques, simultanément ou successivement.

La timidité de l'interventionnisme économique et social confère un caractère profondément libéral à l'Etat mais favorise une dynamique de contrepouvoir. Paradoxalement, la libéralisation économique, qui a renforcé un processus d'externalisation de l'économie par rapport au politique, renforce le processus de démocratisation, même si en elle-même elle n'est pas un élément démocratisant. Les inégalités socio-économiques sont telles que l'idée d'une égalité entre les citoyens colombiens n'est pas très répandue dans l'imaginaire collectif. Les politiques des organisations internationales comme le FMI et l'OMC ont eu des conséquences désastreuses qui n'ont fait que renforcer les inégalités. Le cas du café est intéressant, les petits producteurs arrivent à peine à survivre (j'en ai rencontré dans le Cauca), mais les entreprises qui leur achètent la matière brute, qui la transforment (torréfaction) et exportent des tonnes de café font de gros bénéfices. La Colombie est le premier pays producteur et exportateur de café au monde.

Le système économique est rentable pour ceux qui en dominent les techniques et les tactiques, et ceci à différentes échelles. La globalisation du système de production et de consommation n'est pas vécue de la même manière par les différents pays et les différents groupes socio-économiques de chaque pays. Les pays dominants, du centre, imposent aux pays périphériques certains modèles économiques, qui sont viables et rentables pour eux, mais souvent invivables et mortifères pour une majeure partie de la population des pays périphériques. En Colombie, le chômage atteint les 18% (le taux le plus haut de toute l'Amérique Latine), le dernier rapport de la Banque Mondiale indique que les deux tiers de la population vit dans la pauvreté et 23% dans des conditions de misère, la dette du secteur public est passée de 27% en 1996 à 57% en 2001. Où est passé l'argent du FMI, de la Banque Mondiale, du Plan Colombia ? Est-il parti en fumée dans la guerre? Ce qui est certain, c'est qu'il a laissé des traces indélébiles à certains et de gros bénéfices à d'autres, tandis qu'il a concouru à accroître les effectifs de la police et de l'armée.

Si l'on accepte la définition que Touraine donne de la démocratie, comme type de régime politique qui permet « l'élection libre par les gouvernés de gouvernants que les premiers

reconnaissent comme leurs représentants légitimes»¹, la Colombie est une démocratie fortement précaire. Le système électoral est bien démocratique d'un point de vue des procédures, mais les hauts taux d'abstention (surtout liés au conflit armé) et la configuration des partis politiques ne permettent de parler que de démocratie formelle. Le processus démocratique reste faible car il ne trouve pas ses fondements dans une dynamique qui va du bas vers le haut, ce qui souligne que la capacité d'action autonome des acteurs sociaux reste limitée. Le triomphe électoral d'Alvaro Uribe Vélez, principalement soutenu par les secteurs urbains les plus modernes et les régions les plus intégrées économiquement prend en effet la forme d'une libéralisation despotique.

Pour étayer cette hypothèse, nous établirons une analogie entre l'évolution de la société colombienne au XX^e siècle, et l'évolution de la société française dans les décennies qui ont précédé la révolution de 1789 et qui l'ont suivi. La lecture d'un passage de « Surveiller et Punir » a particulièrement retenu notre attention². Dans ce passage, Foucault distingue deux éléments qui sont constitutifs de la conjoncture française de cette époque :

- une grosse poussée démographique, qui s'est accompagnée de nouveaux flux migratoires et d'un accroissement de la population scolarisée,
- une croissance de l'appareil de production

A la lecture de ce passage, nous avons immédiatement pensé à la Colombie. La ressemblance s'impose d'elle-même. D'autres coïncidences viennent étayer cette analogie : nous pouvons établir un parallèle entre l'apparition des Droits de l'Homme, dans le cas français et la Constitution de 1991, dans le cas colombien ; l'armée française comptait 200 000 hommes à cette époque³ et l'armée colombienne en compte légèrement plus actuellement⁴. Or, il se trouve que si Foucault en vient à parler de cette période, c'est parce les disciplines sont une réponse à cette conjoncture bien spécifique. Les disciplines sont en effet nées d'une grosse poussée démographique, et d'un accroissement de l'appareil de production, au fonctionnement de plus en plus coûteux, ou plus exactement la nécessité de les ajuster l'un à l'autre correspond à la raison d'être des disciplines. Les disciplines se constituent comme une

¹ TOURAINE A. (1988) : « La parole et le sang. Politique et société en Amérique Latine » p.438

² Foucault : « Surveiller et Punir », P.254

³ Foucault, idem.

⁴ Les estimations varient, les chiffres officiels nationaux parlent de 200 000/250 000 hommes, mais certaines ONG avancent le chiffre de 300 000/350 000 hommes. Nous pensons que cette différence correspond en partie aux effectifs des services spéciaux (intelligence militaire...).

tactique du pouvoir pour contrôler et rendre utiles les multiplicités humaines, comme tend à le souligner les trois objectifs¹ auxquels elles tentent de répondre :

- rendre l'exercice du pouvoir le moins coûteux possible
- maximiser les effets et l'intensité du pouvoir social
- ajuster la croissance du pouvoir et le rendement des appareils dans lesquels il s'exerce.

La naissance des disciplines s'inscrit donc dans un cadre bien spécifique, qui implique plusieurs paramètres, qu'ils soient économiques, juridiques et scientifiques. La transition démographique colombienne de ce XX^e siècle a été un facteur primordial dans l'évolution de la société colombienne et dans la mise en place d'une conjoncture rendant possible et nécessaire l'apparition des disciplines. L'émergence d'un nouveau type de discours, clamant la nécessité de plus de transparence, et légitimant la mise en place de programmes de lutte anti-corruption et de lutte anti-narcotrafiquants, témoigne de cette rationalité de plus en plus totalisante. Elle nous renvoie à l'idée d'un sujet transparent à lui-même. Les politiques mises en œuvre par le président actuel, Alvaro Uribe Velez, relèvent du même registre, celui de la terreur qu'implique cette volonté de transparence totale, comme la dite période qui a suivi la Révolution Française.

La « Politique de Défense et Sécurité Démocratique² » se fonde sur les mêmes principes que ceux de la fameuse loi « des suspects³ », qui avait été voté le 17 septembre 1793 en France. Les objectifs officiels de cette politique sont : contrôle du territoire par les Forces Armées, là où l'Etat l'a perdu, ou là où il ne l'a jamais eu ; articulation des divers organismes d'Etat liés à la sécurité et à l'ordre public, favoriser la collaboration et la participation des citoyens et enfin, l'éradication totale des cultures illicites et du trafic de drogue. C'est une politique de la « Tolérance zéro ». Juridiquement, le « Statut anti-terroriste », qui a été accepté par le Congrès, autorise les forces de l'ordre (Forces Armée, Das, Dijin, forces d'intelligence) à recourir aux perquisitions, aux arrestations et aux détention sans autorisation judiciaire préalable. Les tactiques de défense et de sécurité permettent donc de court-circuiter le juridique, mais fait encore plus étonnant, avec la complicité de la population. Des enquêtes réalisées trois mois après la mise en place du gouvernement Uribe affirment que l'image du

¹ Foucault: "SP", P.254

² "Política de defensa y seguridad democrática"

³ Loi des suspects permet l'arrestation « (de tous ceux qui) n'ayant rien fait contre la liberté, ils n'ont rien fait pour elle ».

président est favorable à 75% mais surtout que 71% des enquêtés sont prêts à restreindre certains de leurs droits et libertés et 84% approuve la création d'un réseau d'informateurs.

Concrètement, la Politique de Défense et Sécurité Démocratique s'est traduite par la création, à la fin de l'année 2002, de « zones de réhabilitation et de consolidation », à travers desquelles différents mécanismes de contrôle se sont mis en place : restriction de la libre circulation au travers de couvre-feu, quadrillages policiers légitimés par les contrôles d'identité (« retén »). La fameuse « Comuna 13 » de Medellin est un illustre exemple. Considéré comme un quartier populaire dangereux, en particulier parce qu'il est réputé pour héberger des sympathisants des diverses guérillas, cette zone a été l'objet de la fameuse « Opération Orion », qui a vu l'arrestation et la détention de 200 personnes en moins d'une semaine. Il s'en est suivi un exode intra-urbain, lié à la présence croissante des paramilitaires sur la zone.

Lors de mon séjour à Medellin, j'ai eu l'occasion d'écouter divers témoignages à propos de cette opération. Arrêté pour suspicion de sympathie avec la guérilla (on ne lui a jamais dit laquelle), un jeune homme avec qui je me suis entretenu, a dû déménager la semaine suivant son arrestation. Lors de sa détention qui a duré deux jours, ce jeune homme a été photographié, filmé et violenté physiquement. Quand il s'est rendu au poste de police en question, avec un avocat, les forces de l'ordre ont nié avoir pris des photos et filmé. Le lendemain, des voisins l'avertissent que des paramilitaires sont venus à son domicile.

D'un simple citoyen, cet individu est devenu un homme dangereux. Entre les deux, il y a eu l'examen. L'œil des forces de l'ordre, l'arrestation, l'interrogatoire ont donné l'impulsion à un processus d'objectivation du sujet, qui aboutit à une inversion : si cet individu a été arrêté, c'est qu'il est dangereux. Et ce jeune homme, en tant qu'individu lépreux (sa dangerosité a été rendue visible au travers de l'arrestation), a dû fuir la ville pestiférée « toute traversée de hiérarchie, de surveillance, de regard, d'écriture, la ville immobilisée dans le fonctionnement d'un pouvoir extensif qui porte de façon distincte sur tous les corps individuels – c'est l'utopie de la cité parfaitement gouvernée »¹. Aujourd'hui, il est persuadé qu'il s'est fait arrêter parce qu'il a les cheveux longs. Il est vrai que dans une société aussi militarisée que la société colombienne, avoir des cheveux longs quand on est un homme, relève de l'anormalité.

¹ Foucault : « SP », P.232

Les 'zones de réhabilitation et consolidation' créées par le gouvernement Uribe s'inscrivent pleinement dans un processus de construction de l'Etat Pénitencier. La régulation des classes populaires se fait de plus en plus selon ce que Bourdieu appelle la «main droite» de l'Etat, soit la police, la justice, et la prison. Mais, l'exploitation et la répression ne sont que la face émergente de l'iceberg sécuritaire. Il faut concevoir aussi l'Etat Pénitencier, comme le suggère Michel Foucault sous la catégorie de production. Le processus qui sous-tend l'Etat-panoptique est producteur de nouvelles catégories, telles que les « zones de réhabilitation et consolidation » et les «violences urbaines», mais aussi producteur de nouveaux instruments tels les commandos récemment créés dans le but de faire tomber les têtes des groupes armés illégaux, le « Groupe des homicides » ou les fameux groupes « anti-disturbios » (police anti-troubles, d'ailleurs formée par nos chers compatriotes français, pionniers dans la matière).

Les techniques de contrôle mises en place répondent à des tactiques politiques finement élaborées ; « c'est la tactique qui permet de comprendre l'armée comme un principe pour maintenir l'absence de guerre dans la société civile »¹. Pour économiser le pouvoir tout en le rendant plus effectif, selon le principe du libéralisme, le quadrillage et la surveillance de la population apparaissent comme la technique idéale pour rendre docile l'individu. Les mécanismes qui entravent la libre circulation ont une fonction précise : faire peur. Cela nous renvoie au modèle du Panopticon de Bentham, qui date de 1791. L'architecture de cette prison cristallise cette tactique, dont le principe est de rendre visible l'individu, sans que le pouvoir ne soit visible. Invisibilité du pouvoir et visibilité du danger. D'où la nécessité de quadriller et de surveiller la population si l'on veut décupler le pouvoir. Le modèle de l'armée dans la guerre se transforme en Panopticon dans la gouvernementalité.

La nouvelle catégorie de la délinquance apparaît comme le savoir positif (au sens de producteur) qui donne sa raison d'être à une société panoptique. Mais le problème, c'est que c'est l'Etat qui semble générer un accroissement de la délinquance. En témoignent les chiffres avancés par le Groupe des Homicides de la Police Nationale du district de Sucre, seulement 6 mois après la mise en place des zones de réhabilitation et de consolidation : «dans les municipales de Sucre qui font partie de la zone de réhabilitation, les assassinats ont augmenté de 29% pendant les trois premiers mois de l'année (2003), en comparaison aux chiffres de la même période sur l'année précédente ».² Le Ministère de la Défense annonce glorieusement

¹ Foucault, opus et passage déjà cités, P.197.

² www.nocheynieble.org site du Cinép

la capture de 722 personnes sur les zones de réhabilitation, en l'espace des 6 premiers mois d'existence de ces zones. Comme dirait Wacquant, les doctrines du « droit à la sécurité » viennent à point nommé pour combler le déficit de légitimité des responsables politiques, du fait même « qu'ils ont abjuré les missions de l'État en matière économique et sociale » (nous verrons de plus près comment on fabrique des délinquants dans le cadre de la prison, la prison, c'est l'usine de la délinquance en quelque sorte).

L'avènement d'un Etat libéral a été rendu possible puisque les techniques traditionnelles du pouvoir ont été débordées et qu'un autre type de technique est apparu pour ajuster la multiplicité humaine au système de production. L'émergence de l'Etat libéral repose donc sur une nouvelle économie du pouvoir ; qui fonctionne sur le modèle panoptique. En Colombie, la libéralisation économique de l'Etat est de plus en plus manifeste, comme l'ALCA. Les phénomènes de privatisation (pétrole, etc.) se sont accélérés depuis le gouvernement Pastrana, tandis que la population carcérale ne cesse d'augmenter, la prison apparaît comme la nouvelle forme de politique sociale. Ces réflexions nous conduisent plus particulièrement à la thématique principale de notre travail, les prisons.

II INTRODUCTION DE LA THEMATIQUE DES POLITIQUES PENALES ET CARCERALES

1 – Introduction historique

La première colonie pénale du pays a été créée en 1906, période agitée de guerres. Les années 1900 marquent la défaite des libéraux suite à une longue période de guerres civiles et voient naître l'ingérence nord-américaine. En 1895, la marine américaine a en effet débarqué aux abords du futur canal de Panama. Après avoir essuyé un refus de Bogota quant à la percée du canal (la région est alors colombienne), Roosevelt soutiendra la sécession. Le Panama donne son feu vert à Washington qui construira ce canal stratégique du continent américain, seul couloir maritime qui permette de passer de l'océan atlantique à l'océan pacifique sans emprunter le mortifère cap Horn, ou les terribles glaces de l'océan arctique. En plus de la concession à perpétuité¹ que lui cède le Panama, l'Etat nord-américain dispose désormais de plusieurs bases militaires dans cette région au fort potentiel économique, qui lui permettront de conduire plusieurs interventions contre-insurrection, bien après le départ des soldats d'alors, à la fin de la construction du canal en 1914.

C'est aussi en 1914 que la peine de prison s'institutionnalise en Colombie comme moyen de sanction sociale au travers de la Direction Générale des Prisons². Les conservateurs sont au pouvoir jusqu'en 1930. Ils donnent l'impulsion aux premières politiques pénales et carcérales du pays dans un contexte d'agitation sociale de plus en plus violente. La prison de Bogota et de Tunja sont construites sur le modèle du Panopticon, qui permet la surveillance de l'ensemble des détenus depuis une tour centrale. La prison de la capitale héberge jusque dans les années 1940 les services administratifs pénitenciers, y compris la direction. L'institution devient ensuite la « Division Générale des Etablissements de Détention, Peines et Mesures de Sécurité³ », pour redevenir dans les années 1960 « Direction Générale des Prisons », sous la tutelle du Ministère de la Justice. Pendant près d'un siècle, le nombre de détenus et de prisons croît constamment.

Le 30 Décembre 1992, l'Institut National Pénitentiaire et Carcéral (INPEC) remplace la Direction Général des Prisons et fusionne avec le Fondo Rotatorio du Ministère de la Justice.

¹ Le canal a été restitué à Panama il y a quelques années.

² En espagnol : « Direccion General de Prisiones »

³ En esp.« Division General de Establecimientos de Detencion, Penas y Medidas de Seguridad ».

Ce changement institutionnel répond, pour reprendre l'argumentation de l'INPEC⁴, « à la formulation d'une politique carcérale logique et cohérente qui met l'accent sur l'humanisation et la resocialisation ». Actuellement⁵, 61 951 individus sont incarcérés dans 169 établissements, parmi lesquels⁶ :

- 10 centres pénitenciers
- 23 prisons de district
- 1 colonie pénale
- 10 réclusion de femmes
- 125 prisons de circuits

Cependant, cette classification pose certains problèmes car certains centres pénitenciers sont dans les mêmes enceintes que certaines prisons de district, et parfois partagent les mêmes murs. De même avec les réclusions pour femmes...

Typologie indicative des différents acteurs du monde carcéral :

- Détenus
- Personnels de garde
- Personnels administratifs
- Familles des détenus
- Les vendeurs ambulants autour des prisons
- Les vendeurs dans les prisons /mafia
- Système juridique et judiciaire : juges, avocats, procureurs...
- Bénévoles : Eglises, ONG, associations.
- Comités de soutien aux détenus (prisonniers politiques, mais pas seulement)

⁴ Cf. site Internet : www.inpec.gov.co à la date du 13/12/2003, la traduction est notre.

⁵ A la date du 13/12/2003, car quelques centres de détention en rénovation à cette date vont refonctionner au cours de l'année 2004. En Août 2004, la population carcérale est de 67 883 détenus. Pour des raisons de cohérence, nous gardons ce chiffre.

⁶ Je reprends ici l'appellation espagnole (traduction au mot à mot)

2- Travail de terrain : données.

Les données ont été récoltées auprès d'une cinquantaine de détenus, dans douze prisons, ainsi que dans un centre de réhabilitation sous la juridiction d'un cabildo (système juridique indigène). D'anciens détenus ont également accepté de me rencontrer lors de cette étude. Ce travail de terrain a aussi été l'occasion de rencontrer différents acteurs du monde carcéral (avocats, directeurs de prisons, militants, etc.). Chaque personne rencontrée a enrichi ce travail.

NOTA BENE

Nous ne nous pencherons pas sur l'étude des 'centres de réhabilitation' des cabildos. Les indigènes n'utilisent d'ailleurs que peu cette expression. Ils préfèrent parler des individus, « los castigados », c'est-à-dire ceux qui sont punis, châtiés : on ne va pas au centre de réhabilitation, on va voir 'los castigados'. De plus, en raison de l'absence d'enceinte, de son architecture et de sa taille, ce lieu ressemble davantage à une maison¹, munie de barreaux, sans meuble ni commodité. Le centre de réhabilitation du cabildo de Toribio mesure moins 25 m², et est composée de deux pièces, une pour les hommes, une pour les femmes, sachant que les individus travaillent le jour (activité agricole en général) et n'y vont que pour dormir (et cela ne concerne pas tous les 'castigados'). Il n'y a que très peu d'indigènes concernés par cette forme de punition.

La Constitution de 1991 reconnaît le droit des indigènes à jouir d'une autonomie juridique dans les resguardos (les réserves) reconnus par l'Etat. L'usage de l'enfermement y est très limité : on recourt davantage à des châtiments corporels ou des travaux d'intérêts communautaires. Les indigènes condamnées à de longues peines d'enfermement par le cabildo sont généralement envoyés dans les prisons d'Etat, surtout ceux qui sont condamnés pour leur participation au conflit armé, en raison du risque que cela fait encourir à la population. Cela crée de nombreux problèmes, sur lesquels nous aurons l'occasion de revenir plus loin, dans le cadre des prisons d'Etat. Nous ne reviendrons donc que ponctuellement sur le cas des centres de réhabilitation de cabildo, dans le cas où une comparaison saurait être enrichissante, puisque la punition renvoie dans ce cas à un autre modèle d'organisation sociale et de techniques du pouvoir. Il n'y a pas de texte écrit correspondant à un code pénal, tout se fait oralement, il n'y a pas d'avocat, le chaman -'te wala'(en langue locale)- joue un rôle très important, surtout s'il n'y a pas de témoin.

.....

.

¹ Cf. Photo

La surpopulation* (« hacinamiento ») est calculée selon les méthodes de l’Inpec, qui ne sont pas les mêmes que les normes établies au niveau international (pour les normes internationales, il faut rajouter 100% au chiffre obtenu. Exemple, pour Caloto, la surpopulation selon les modes de calculs internationaux, est de 154%). De plus, dans aucun centre de détention l’administration n’a pu nous communiquer de chiffres exactes. Les données du tableau renvoient aux informations données par l’Inpec sur leur site internet.

Il est évident que la surpopulation dépasse largement ce qui est indiqué par l’Inpec, en raison des méthodes de calculs utilisées, mais aussi en raison d’un nombre fictif de détenus. D’après ce que nous avons vu, les variations ne sont pas très importantes dans les petits centres de détention, mais elles sont conséquentes dans les grands centres de détention. D’après le témoignage de la directrice de Bellavista, l’établissement comptait plus de 5000 détenus le jour où je m’y suis rendue et d’après le témoignage d’un avocat, il y aurait près de 6000 détenus dans cette même prison (contre le chiffre de 4187 avancé par l’Inpec).

Actuellement, l’Inpec (Instituto Nacional Penitenciario y Carcelario) gère 169 établissements. Mais en plus des centres de détention administrés par l’Inpec, il existe d’autres infrastructures, telles que les prisons municipales, les postes de police, les postes militaires, des centres de détention privés destinés à recevoir les infracteurs qui ont moins de 18 ans. En effet, il n’y a aucun centre étatique de détention pour mineurs en Colombie. Alors que c’est illégal, nous retrouvons de nombreux mineurs dans les prisons pour adultes. Les centres de détention pour mineurs sont généralement pris en charge par des associations caritatives, qui reçoivent des subventions de l’Etat. Le centre pour mineur que nous avons visité est géré par des autorités religieuses italiennes (le père qui est aussi le directeur est italien). Ces centres ne sont donc régulés par aucune norme nationale. Chaque établissement pour mineurs possède son propre règlement, son propre fonctionnement et ses propres abus.

L’actuel président de Colombie a fait voter une loi qui oblige chaque municipalité à avoir un centre de détention. Cette politique se met en place progressivement. Mais beaucoup de municipalités possèdent déjà leur prison. Les prisons municipales sont pour le plus souvent gérées par les municipalités elles-mêmes (parfois par l’Inpec), alors que selon la loi ce devrait être la responsabilité de l’Inpec (prison dites de circuit). Ceci relève de la stratégie politique car c’est une technique administrative pour diminuer les chiffres de la population carcérale. Il y a environ 7000 individus détenus dans les postes de police ou les prisons militaires en

Colombie, selon un témoignage d'un ancien militaire. En revanche, il est très difficile d'évaluer le nombre de détenus dans les prisons municipales* qui ne relèvent pas de l'Inpec, le nombre de ces dernières étant invérifiables. J'ai également eu l'occasion de rencontrer un groupe de détenus dans une prison municipale qui était sous la responsabilité de la mairie. Elle comptait une centaine de détenus. Aussi, le nombre de personnes incarcérées dans des prisons municipales, non comprises dans les statistiques de l'Inpec, doit aussi avoisiner les 7000 individus.

Devant les difficultés qu'implique un travail de terrain en milieu carcéral¹, nous avons aussi eu recours à des entretiens avec des anciens détenus et des proches, famille ou amis de personnes incarcérées, mais aussi des membres d'association travaillant pour les détenus (prisonniers politiques ou non). Ces témoignages apportent un point de vue 'du dehors' de la prison (bien qu'ils soient aussi toujours un peu dedans).

Cela étant, ce travail de terrain présente de nombreuses lacunes. Par exemple, nous n'avons pu collecter que très peu de données sur les femmes incarcérées et leurs enfants, ou sur les détenus séropositifs. Nous espérons combler certaines lacunes de ce travail lors d'une recherche dans le cadre d'une thèse. De plus, il n'a pas été possible d'utiliser la totalité des informations collectées, et malheureusement ce travail ne reflète que partiellement la qualité de la plupart des entretiens. Pour des raisons éthiques mais aussi de sécurité, nous ne donnerons jamais le vrai nom des personnes interrogées.

Nous disposons d'un large éventail d'entretiens avec des détenus, mais aussi avec le personnel de garde, et l'ensemble des acteurs du monde carcéral et pénal, mais seulement ils n'ont pas tous pu être enregistrés. En revanche, j'ai eu l'occasion de prendre beaucoup de notes, que ce soit pendant des entretiens, ou après. Ce travail résulte d'une expérience alors il prend en compte les divers éléments que nous avons appris au cours de nos deux séjours en Colombie.

¹ Impossibilité le plus souvent d'enregistrer les entretiens et de prendre des notes, perte de temps considérable en raison des différentes contraintes inhérentes à ce type d'institution. Nous y reviendrons dans « comment entre-t-on en prison.

Pourquoi les prisons ?

L'idée de faire des prisons l'objet d'un mémoire de Dea est directement liée à une expérience personnelle. En Novembre 2003, je suis partie en Colombie dans le cadre d'un projet humanitaire, mené par l'antenne hollandaise d'une grande Ong. En tant que membre de la délégation dite des 'droits de l'homme', je participais à divers ateliers sur ce thème dont le principe était d'organiser des débats avec la population locale et la mise en place d'un système visant à répertorier et à médiatiser les différentes violations des Droits de l'Homme, et des droits communautaires, dans la région du Cauca.

Nous avons donc essentiellement travaillé avec des populations indigènes (ethnie Paez, Nasa) et afro-colombiennes. Une partie de notre activité se déroule donc en prison, dans le but officiel d'évaluer l'application du régime juridique spécifique qui concerne ces populations au travers d'observations quant à leurs conditions de détention. Le Cauca, et précisément le nord du Cauca, est une région qui présente plusieurs spécificités. La population indigène y est très importante, l'Etat ayant reconnu légalement l'existence de plusieurs 'resguardos'. De plus, aux abords de Cali (Norte del Valle), les populations afro-colombiennes y sont aussi très présentes, leur présence est liée en partie au fait que cette région est traditionnellement un lieu de culture de la canne-à-sucre.

C'est également une région où le conflit armé qui oppose les guérillas à l'Etat et aux paramilitaires est très intense. Un des villages dans lequel nous travaillons était aux mains des Farc, moins de trois semaines avant notre arrivée. J'ai d'ailleurs été contrôlée plusieurs fois par les guérilleros, encore plus par la police et l'armée. Les événements seront encore plus tendus lors de mon deuxième séjour, consacrés à des enquêtes de terrain, où je serai embarquée par la police et accusée de rébellion. Depuis, l'amie avec qui j'étais ce jour là, à dû déménager.

Lorsque je suis sortie de prison la première fois, je me suis demandée comment de tels lieux pouvaient exister. La deuxième fois que j'ai pénétré dans une prison, une violente émeute a éclaté, en raison de ma présence. Le détenu avec lequel je discutais est parti en courant, comme tous les autres du patio, on entendait un brouhaha, un grondement de l'autre côté du mur, une gardienne est arrivée pour me dire qu'il fallait vite partir. Elle est partie sans m'attendre. Les deux autres membres de l'Ong m'ont oublié à l'intérieur (ça s'est produit 2 fois), et alors que je sortais du patio, dans une prison déserte, plusieurs dizaines de détenus

(une centaine ?) se sont jetés sur les barreaux qu'il y avait entre eux et moi, et me criaient toutes les abominations qu'ils avaient vécues. Ils avaient échappé aux gardiens. Ils me demandèrent mon stylo et me balancèrent une multitude de petits bouts de papiers, portant leur nom et me demandant de dire à leur famille qu'ils étaient toujours en vie, pendant que d'autres me touchaient, me serraient la main. Certains étaient incarcérés depuis plus de 6 ans. Ils n'avaient reçu aucune visite. Les gardiens sont venus me chercher. Je ne sais pas ce qu'il s'est passé ensuite. Toujours est-il que notre deuxième inspection prévue dans ces locaux a été annulée par la direction de la prison. J'étais bouleversée. Puis révoltée.

Ce jour là, j'ai décidé de faire mon mémoire de DEA sur les prisons.

La lecture de « Surveiller et Punir » a cimenté ma conviction. Lutter contre les prisons, c'est un peu être un Don Quichotte face à des moulins à vent. Le rôle du sociologue peut être justement de dégager les différents processus qui font que la prison est ce qu'elle est aujourd'hui pour élever le débat à une échelle productive et efficace, qui permette de cerner le problème qui est sous-jacent aux prisons.

4 - La question de la validité de ce travail

Les débats sur l'objectivité de la sociologie ont été constitutifs de l'évolution de la discipline. Nous pensons qu'il est préférable d'assumer la subjectivité de ce travail. Il ne nous semble pas possible de rendre compte de la réalité « telle qu'elle est ». L'usage de mots plutôt que d'autres renvoie déjà à un choix subjectif. La sociologie tente d'expliquer des actions et de comprendre les différents processus qui oeuvrent dans les constructions sociales. Les différents acteurs sociaux agissent selon des intérêts particuliers. Le chercheur lui-même est amené à porter son intérêt sur certains sujets plutôt que d'autres, en raison de sa personnalité, de son histoire, de son affect. Il ne semble donc pas possible de séparer cette subjectivité de la sociologie.

Si j'ai décidé de travailler sur les prisons, c'est parce qu'une expérience et ma personnalité m'ont conduit à ce choix. En tant qu'expérience, elle est subjective. Notre affect conditionne notre vision des choses. La personne de l'enquêteur détermine les rapports qu'elle aura avec les différentes personnes rencontrées lors du travail de terrain. En tant que jeune-femme française, les rapports que j'ai eu avec les détenus, mais aussi avec l'ensemble des personnes

avec lesquelles je me suis entretenues (avocats, directeurs de prison, travailleurs sociaux, membres de comité de soutien à des détenus) ont été déterminés. Les enquêtes de terrain se déroulent sur le mode d'une relation à autrui et sont donc conditionnées par plusieurs éléments subjectifs ou contingents que l'on ne maîtrise pas.

Par exemple, un jour, je me rends à La Picota (Bogota) afin de m'entretenir avec le directeur (j'avais lu lors d'une visite précédente à un détenu que le directeur recevait les familles de détenus tel jour). Je n'aurais jamais l'occasion de m'entretenir avec lui. En expliquant à un garde ce que je viens faire, il me répond que le directeur est trop occupé actuellement. Je lui propose alors un entretien, en lui expliquant que le rôle et le point de vue des gardiens m'intéressent aussi. Il accepte davantage parce que je suis une jeune française, que parce que je suis apprentie sociologue. L'entretien dure plus de quatre heures (entrecoupées puisque ce jeune homme avait aussi des obligations liées à son métier). De ce fait, je suis restée quatre heures dans l'univers des gardiens de prison. Ceci m'a permis d'avoir un autre point de vue sur la réalité carcérale (relations entre les gardiens, habitudes, discours...). De plus, ce jour là, plusieurs autres événements ont donné à cette journée une saveur particulière.

Il y a eu une violente tempête. La prison était inondée en moins de deux heures de pluie battante. Je ne pouvais plus sortir ; il y avait 50 cm d'eau dans l'allée. J'ai dû patienter quelques heures supplémentaires. Les gardes m'offrent du café, des cigarettes... J'ai donc passé la journée entière dans cette prison. Ceci m'a permis d'observer une quantité d'éléments que je n'aurais probablement pas remarqué sans cet incident.

J'ai assisté à l'arrivée de nouveaux détenus. J'ai donc pu voir comment on transportait les détenus et à quoi ressemblait ce camion à l'intérieur. Je me faisais une vague idée de ce camion, mais le voir, c'est autre chose. L'expérience nous apporte un point de vue que les livres ne peuvent pas nous donner. J'ai également pu remarquer d'autres détails. J'ai vu des prostituées venir proposer leurs services aux gardiens. J'avais déjà remarqué la présence de prostituées lors de mes visites à des détenus. L'enfermement concerne autant les gardiens que les détenus et ils ont recours à des stratégies similaires pour s'adapter à ce monde, voir « s'en évader ».

Mais surtout, ce jour-là, la prison s'est fait attaquée par des guérilleros de l'ELN. Mais ce qui m'a surpris, c'est la relative passivité des gardiens. Je demande alors au gardien avec qui je

m'entretiens (qui continuait tranquillement à discuter avec moi) si ça arrive souvent. Et bien oui, toutes les semaines. Mais il m'explique alors que la majeure partie de ces attaques ne visent pas tellement à libérer des détenus, mais à leur apporter du soutien. La Picota est une prison de haute sécurité, pour longues peines. Il y a donc de nombreux prisonniers politiques. Ces attaques portaient donc le message « nous sommes là avec vous, on ne vous oublie pas, la lutte continue ».

Finalement, je suis sortie de cette prison grâce à un avocat qui avait une jeep. C'est un gardien qui lui demande de me raccompagner (le niveau de l'eau continuait d'augmenter). Mais comme les inondations ont provoqué des embouteillages, j'ai aussi eu l'occasion de discuter avec lui quelques heures. Je suis restée en contact avec le garde (de l'entretien) et avec cet avocat. Les informations que j'ai récoltées ce jour-là ont donc été essentiellement conditionnées par des facteurs contingents. J'ai encore beaucoup d'anecdotes de ce style. La contingence est inévitable. Il faut s'en servir.

La personnalité de l'enquêteur est donc fondamentale, surtout dans une étude de terrain comme celle-ci. Elle conditionne la relation que l'on a avec les personnes interrogées et donc aussi les informations que l'on aura. Il faut arriver à être « sur la même longueur d'onde » que les personnes interrogées, si on ne les comprend pas, on interprète « de travers » leurs propos. On leur fait dire ce qu'elles ne voulaient pas dire.

La maîtrise de la langue espagnole est essentielle. Lorsque je travaillais avec l'ONG, j'étais la seule personne à ne pas avoir besoin de traducteur. De ce fait, les informations que j'ai recueillies étaient très différentes de celles de mes collègues. Je 'gagnais du temps' (celui de la traduction) par rapport à eux, donc j'obtenais davantage d'informations. Mais surtout la confiance mutuelle était plus spontanée. La relation était plus 'naturelle'. Certains détenus pensaient que l'on parlait aussi espagnol en France ! D'autre part, le monde carcéral et pénal implique l'usage d'un langage spécifique : termes spécialisés, argot avec les détenus... Si on ne maîtrise pas la langue, beaucoup de détails restent inaperçus. Par exemple, le mot Picota signifie pilori, 'esposas' ce sont les menottes, 'guachiman' c'est un détenu qui est chargé de la surveillance d'un « pasillo »(couloir). Mais l'argot n'a pas constitué un problème. J'utilise régulièrement l'argot en France, donc je l'ai facilement intégré en Colombie (en général, les mots parlent d'eux-mêmes).

Il est certain qu'être une femme française en prison implique de nombreux avantages, mais aussi de nombreux inconvénients. La plupart des personnes ne remarquait pas que j'étais étrangère à mon physique. Mais quand je commençais à parler, mon accent les surprenait. On me demandait souvent si je venais d'Espagne, parfois on me demandait si j'étais du sud de la Colombie (comme j'y ai passé pas mal de temps, j'ai dû prendre des intonations locales). Quand je disais que j'étais française, les réactions étaient très diverses. Les français sont stigmatisés en Colombie : le pain, le fromage, les français sont sales, le pays des Droits de l'Homme, le raffinement français, tout le monde est riche là-bas... Finalement, dans l'entretien, tous les interlocuteurs ont des préjugés, et au cours de l'entretien, on essaie de s'en débarrasser mutuellement.

La personne de l'enquêteur est essentielle. En tant que femme française en prison mes entretiens ont aussi été conditionnés. Les prisonniers peuvent projeter leurs fantasmes sur moi, car je suis libre, ils ne le sont pas, je suis une femme, la population carcérale est majoritairement masculine, je suis européenne et beaucoup de colombiens rêvent de l'Eldorado occidental. Le rapport avec les détenus est conditionné par tous ces éléments. Si j'étais un homme, colombien, ce serait très différent. Le fait d'être française, donc étrangère, donc extérieure, avait des conséquences diverses : parfois cela inspirait de la méfiance : que fait une française dans une prison colombienne ? Dans un pays où le conflit armé a tendance à rendre les gens suspicieux (pour ne pas dire paranoïaque, au sens vulgaire du mot et non médical), la présence d'une française est parfois drôlement interprétée (espionnage...). Mais généralement, les personnes se confiaient plus facilement à moi, car je n'étais que « de passage », surtout les prisonniers politiques (je suis vue comme extérieure au conflit armé).

Un jour, je « vais de visite » (« ir de visita » : rendre visite à un détenu) dans une prison avec deux femmes. Je connais l'une d'elle mais pas l'autre. Il se trouve que celle que je connais refuse au dernier moment de venir avec nous (nous sommes à côté de la prison). Elle profite d'un moment où l'on se retrouve seules toutes les deux pour me raconter qu'un ancien petit ami à elle a passé plusieurs années derrière les barreaux, et que, depuis, la prison, elle ne peut plus (pour plusieurs raisons, mais entre autres, parce que cet ancien ami est toujours incarcéré et qu'elle a refait sa vie après plusieurs années de visite). Elle n'a jamais raconté cette histoire à son amie. Finalement, la contingence contrecarre une pure subjectivité. Elle permet de faire tomber certaines illusions, le cas de cette fameuse journée à la Picota est révélateur.

Contingence et subjectivité s'accroissent très bien à la sociologie, puisque ce sont deux principes qui oeuvrent dans la vie de tous les jours. L'important est d'avoir conscience des limites qu'elles impliquent. Par exemple, lors d'un entretien avec un ancien détenu, je lui dis que je vais de visite dans telle prison le lendemain (c'est la veille de la première fois que je rentre comme 'visiteuse' en prison). Voici la discussion que l'on a eu :

« - P : Si tu vas à la prison 'de visite', tu ne vas pas voir la réalité.

- E : Non, bien sûr, j'imagine bien, mais je vais voir une autre partie de la réalité que je ne connais pas.

- P : Une partie de la réalité, mais pas toute la réalité.

- E : Oui, bien sûr, j'imagine que les jours de visite sont préparés.

- P : Exactement. Ce qu'il se passe, c'est que les gens, ou plutôt, pour un prisonnier, le meilleur qui existe au monde, le meilleur, c'est la visite. Alors, les gens essaient de cacher 80% ou 90% des choses de la réalité. Tu comprends ? Du lundi au vendredi, c'est un...un monde totalement à part. Mais quand arrivent les personnes, on vit une autre réalité. Comme disent les prisonniers, les visites, c'est sacré. Mais les choses ne se voient pas en réalité. Mais ce sont aussi d'autres problèmes. C'est vraiment dur. Se rendre compte de la manière dont ils vous inspectent.¹ »

La prison est un monde extrêmement difficile à étudier. Tout y est caché, dissimulé. Evidemment, cela est une des conséquences d'une part des conditions dégradantes dans lesquelles les personnes sont enfermées en Colombie, et qu'ils veulent cacher à leur proches, mais c'est aussi une conséquence du « panoptisme » de la prison. Les individus développent des stratégies pour « (se)cacher », découvrent des tactiques pour éviter la surveillance de telle ou telle personne, etc. Ils finissent par intégrer une bonne part de ces mécanismes de résistance. Les différents acteurs de la prison cachent tout ce qu'ils peuvent aux intervenants extérieurs, ce n'est pas seulement le cas du personnel administratif. C'est une pratique collective. Le secret qui entoure la prison est cultivé par tous les acteurs du monde carcéral, y compris les familles de détenu, les détenus, le personnel administratif, etc.

¹ « - Pero si te vas de visita, no vas a ver la realidad.

- No, claro, me imagino, pero voy a ver otra parte de la realidad que no conozco.

- Una parte de la realidad pero no toda la realidad.

- Si, claro, me imagino que preparan los días de visita. (suite page suivante)

- Exacto. Lo que pasa es que la gente, o sea, para uno (que) es preso, lo mejor que existe en el mundo, lo mejor es la visita. Entonces, la gente trata de esconder el 80 o 90% de las cosas que hay en la realidad. Me entiendes ? De lunes a viernes es un... un mundo totalmente aparte. Pero cuando llegan las personas, se vive otra realidad. Como lo dicen los presos, lo sagrado de las visitas. Pero las cosas no se ven en realidad. Tambien son otros problemas. Es tenaz. Y se dar cuenta de la forma que la requisan. »

La prison, c'est la théorie de l'iceberg. Un quart est visible, trois quarts ne le sont pas. C'est pour ces raisons qu'il est nécessaire d'avoir une variété de points de vue que l'on pourra confronter les uns avec les autres. Dans chaque expérience, il y a de nouvelles informations. Dans chaque entretien, les mots sont investis de sens particuliers, parfois les lapsus permettent de comprendre ce qu'on vous cache. Finalement l'enquête sociologique doit être diamétralement opposée à l'examen psychiatrique. Il ne faut pas rechercher les indices qui viendraient valider une conception préconçue, mais plutôt se laisser surprendre.

Lors d'un entretien dans une famille, j'ai assisté à une dispute. L'ancien détenu vient d'apprendre au cours de la discussion (qui est collective avec toute la famille, puisqu'ils vivent dans une seule pièce commune) qu'on lui a caché que son fils était tombé malade pendant que lui-même était incarcéré. La famille, c'est-à-dire ses parents mais aussi sa sœur, ne voulait pas davantage le préoccuper. A la fin de l'entretien, cet ancien détenu m'accompagne dehors car il va voir des amis. Il me propose de venir avec lui. J'accepte. Il me présente à ses amis (dont une autre personne qui a été incarcérée).

C'est alors qu'au bout d'une demie heure, il me regarde et me dit « tu sais, tout ce que je t'ai dit devant la famille, ça n'est pas vrai. Il y a trop de choses qu'on ne peut pas dire. On ne veut pas dire ces choses-là à la famille. Ils souffrent déjà tellement, alors si ils savaient. Tu comprends ? ». J'étais souflée : deux heures de 'mensonges' ! Nous avons alors prolongé la discussion dehors presque toute la nuit. Il est certain que ce que j'écoutais ensuite n'avait pas grand chose à voir avec ce que j'avais entendu en présence de la famille. Je me suis dit que c'était une véritable chance d'avoir entendu ce double discours de la bouche d'une même personne. Je venais d'assister à la grande supercherie carcérale. Et pour lui, je crois que ça a été une véritable thérapie ! Finalement, les entretiens sociologiques relèvent de la maïeutique de Socrate, chacun accouche de sa vérité.

5 - Comment rentre-t-on dans une prison ?

Les prisons sont un lieu par définition fermé et coupé de l'extérieur. Les relations avec l'extérieur sont minutieusement surveillées. Aussi j'ai dû faire appel à plusieurs tactiques pour y rentrer. Pour cela j'ai joué avec plusieurs statuts, mais surtout de l'art de la négociation. C'est donc un sport de combat.

La première fois que j'ai eu l'opportunité de rentrer dans une prison colombienne, c'était avec une ONG. Même avec une Ong, rien n'était acquis. Le directeur ou le chef de garde peut se rétracter au dernier moment. En tant que 'défenseur des Droits de l'Homme', nous ne sommes pas bienvenus. Nous sommes vus comme des ennemis par le personnel de la prison. Lors d'une visite dans une petite prison, la directrice ne voulait pas nous laisser rentrer (nous étions une équipe de trois européens et trois colombiens). J'ai réussi à la convaincre en mettant l'accent sur le fait qu'en tant qu'étudiante en sociologie, je m'intéressais aussi aux initiatives positives prises par le personnel carcéral. J'ai donc joué d'une 'double casquette'.

Mais d'une manière générale, le personnel carcéral saisit toutes les occasions de ne pas vous laisser entrer. L'incertitude est toujours présente.

Voici les autres techniques qui m'ont permis de rentrer en prison autrement qu'avec une Ong :

- Rendre visite à un détenu, « en tant que proche »
- Se rendre à la prison comme sociologue.
- Travailler en prison (j'ai participé de manière informelle à un atelier sur l'alcoolisme pendant une semaine dans une petite prison municipale)
- Utiliser les contacts que vous avez établis (je suis rentrée quatre fois de cette manière-là, hors jour de visite officiel).

Dans tous les cas, nous sommes dépendants du bon vouloir des autorités carcérales. De plus, dans le cadre des visites, la réglementation change d'une prison à une autre. Dans certaines prisons, il faut une photocopie de la pièce d'identité, une photo, mais les règlements diffèrent d'une prison à une autre. Après quatre heures d'attente pour rentrer dans la Modelo, j'ai dû ressortir car je n'avais pas la photocopie de mon passeport.

Tout est fait pour vous décourager de rendre visite à un détenu. Donc il faut se préparer mentalement : des heures de queue interminables, tacts vaginaux (ce qui est interdit selon le

droit international), mauvais traitement de la part des gardes-femmes qui vous inspectent... En général, il est obligatoire d'être en jupe et sandales, même s'il pleut ou fait froid. Physiquement, il faut être prêt à supporter tout ça. De plus, les jupes doivent être au dessus du genou, ce qui n'est évidemment pas pratique pour s'asseoir, surtout à la Picota, où ils ont retiré les bancs, du moins dans le patio où j'étais...dominé par les Farc : c'est la guerre. Ce sont des tactiques mises en place par le pouvoir. Nous en reparlerons.

6 - Problématique

J'ai rencontré plusieurs difficultés pour aborder cet objet d'étude si particulier. Lorsque j'examinais ce que j'avais appris de l'univers carcéral durant mes enquêtes de terrain, il m'était impossible de dresser un bilan. Tous les éléments dont je disposais me semblaient particuliers, distincts, sans rapport les uns avec les autres. Chaque entretien était singulier, chaque prison différente. De plus, je découvrais une multitude d'acteurs dont j'avais sous-estimé la diversité : du directeur aux détenus, en passant par plusieurs catégories de personnel administratif, les familles de détenus, les avocats, l'Eglise, etc. Ces acteurs s'articulaient en une infinité de groupes et de sous-groupes, se référant à des critères tels que l'âge, le sexe, le pays, la région, la ville, le quartier d'origine, la religion, l'ethnie, le motif de l'incarcération, dont les frontières sont mouvantes.

Je me demandais alors ce que les prisons colombiennes avaient en commun. Des relations de domination, la violence, une surpopulation ? Toutes les prisons du monde souffrent de ces problèmes, dans des proportions variables. C'est alors que j'ai compris que c'était ce particularisme qui était intéressant, que c'était le caractère particulier de chaque élément qui permettait de comprendre le fonctionnement des prisons, du pouvoir, de la discipline. Le pouvoir s'accommode des particularités, ce sont elles qui permettent un 'jeu' de pouvoir, ce sont elles qui l'amplifient. Plus le pouvoir est diffus, plus il crée des liens de dépendance qui le renforcent.

Ce travail a été l'occasion de questionner la société colombienne au travers d'un prisme particulier : les prisons. La prison est en effet le lieu où se déroule la peine. Elle est en quelque sorte la matérialité des politiques pénales et carcérales. Nous avons donc accordé une place privilégiée à la prison dans notre travail de terrain, ce qui nous a conduit à jouer avec différents statuts pour pénétrer dans ce monde clos et y rencontrer de nombreux détenus, mais

aussi des gardiens, des travailleurs sociaux, des directeurs, etc. Le choix du titre du mémoire de DEA « regards grillagés sur la société colombienne, ou comment les prisons ont rendu possible la construction d'un Etat pénitencier » s'explique par le souhait que nous avons de mettre en avant le rôle des détenus, tant dans la société où ils évoluent, que dans l'élaboration de ce travail. Sans leur témoignage, une infinité de détails seraient passés inaperçu. Or c'est dans le détail que gronde la guerre.

L'utilisation de la prison comme technique punitive renvoie à un mode d'assujettissement spécifique, qui entretient un lien étroit avec le système de production. Le libéralisme, comme nouvelle façon de gouverner, est une stratégie politique rationnelle. Notre hypothèse est que la prison, en tant que système punitif concret, est un instrument du processus de normalisation qui se développe avec l'Etat libéral. L'Etat libéral émerge comme type de gouvernement qui cherche à maximiser ses effets, tout en minimisant ses dépenses, sur le modèle de la production industrielle capitaliste.

La technologie du pouvoir est aussi au principe de « l'humanisation de la pénalité » et de la connaissance de l'homme. Ce processus de modification des tactiques du pouvoir donne des outils à la politique pour gérer la vie des populations. Le biopouvoir s'intéresse à la vie de l'espèce. Une des spécificités du libéralisme est un passage du droit à la norme, ce qui implique la production d'un nouveau type de savoir. Les disciplines apparaissent comme un 'contre-droit', puisque leur fonctionnement implique l'existence de micro-pouvoirs qui rendent impossible la notion de 'Droit'. Les prisons colombiennes relèvent de la stratégie politique. La prison participe pleinement au processus de normalisation qui sous-tend le projet d'une 'cité transparente', c'est-à-dire quadrillée, surveillée, mais aussi éminemment productrice.

La prison est productrice de nouvelles politiques, de nouveaux concepts, de nouveaux organes sécuritaires au service de l'Etat. Le projet d'une société panoptique donne naissance à de nouvelles tactiques, tant de domination que de résistance. Les disciplines peuvent être analysées comme un effet de la transformation des pouvoirs qui investissent les corps. La société disciplinaire apparaît comme l'utopie de la cité parfaite et comme corrélatif d'une prison 'criminophage' et criminogène.

Nous nous interrogerons donc dans un premier temps (III) sur les fonctions de la punition en Colombie. Nous porterons un regard critique sur le fonctionnement des appareils judiciaires et juridiques. Leurs énoncés sont propices à la construction de la grande supercherie carcérale. Cela nous conduira à observer les jeux de pouvoir entre les différents acteurs du monde pénal. Mais ce jeu de pouvoir a des objets précis. Les différents conflits entre ces acteurs a des répercussions directes sur la vie de nombreux détenus. Nous étudierons les mécanismes qui concourent à différencier les infractions et qui participent à la criminalisation de certaines pratiques illicites mais surtout immorales. Un passage s'effectue du Droit à la norme.

Dans un deuxième temps (IV), nous porterons notre étude sur les prisons. Nous articulerons nos analyses autour de trois paramètres essentiels : l'enfermement, les visites, et le panoptisme. Nous observerons les conflits entre les différents acteurs du monde carcéral colombien, et tenterons de dégager les processus qui oeuvrent en eux. Le pouvoir est diffus, et plus il est transféré à une multiplicité d'élément, plus il en est renforcé. Le grondement sourd de la guerre s'entend dans chaque prison. L'enfermement a des répercussions sur l'ensemble des acteurs des prisons. Mais ceux-ci développent différentes stratégies pour supporter des conditions de vie très dures. Les femmes jouent un rôle essentiel dans le fonctionnement de la prison. Les disciplines sont constitutives de l'élaboration d'un savoir sur la délinquance ou la criminalité. Nous pensons que ces nouvelles techniques ont eu un impact sur les rapports entre le corps et le pouvoir.

III LES FONCTIONS DE LA PEINE

1- Le droit de punir

La prison comme système punitif est venue remplacer la cruauté des supplices, avec tous leurs cortèges de mises en scènes et de marquages du corps. Dans un monde de plus en plus 'éclairé', la douceur de l'enfermement s'est vite imposée face aux châtiments, qui devenaient inacceptables dans une société qui se voulait civilisée. La Déclaration des Droits de l'Homme de 1789 proclamait la fin des détentions arbitraires : « Nul homme ne peut être accusé, arrêté, détenu que dans les cas déterminés par la loi ».

Contre l'arbitraire venait donc s'opposer le Droit, vecteur d'universalisme et de rationalité. En effet, chaque individu devient interchangeable aux yeux du Droit. Quant à la rationalité, elle se manifeste par une volonté croissante de classer les délits et les peines, dans le but d'établir une proportionnalité entre la gravité du délit et la peine infligée. L'œuvre de Beccaria témoigne de cette mathématisation des illégalismes. La condamnation était calculée proportionnellement en fonction des différents types de preuves rassemblées et de leur quantité. Aussi, une preuve partielle impliquait une peine partielle, même si la culpabilité de l'individu n'était pas démontrée.

Ce système des preuves a également contribué à rendre le fonctionnement de la Justice inaccessible à la grande majorité des citoyens. De fait, seuls les initiés, ceux qui ont accès au savoir, peuvent intervenir dans les rouages de la Justice. Les enjeux politiques sont donc de taille, car des classes hégémoniques peuvent exercer le pouvoir judiciaire et contrôler les autres classes. Il est évident que dans un pays comme la Colombie, où l'accès à l'éducation est très inégalitaire surtout en ce qui concerne les études universitaires, les classes populaires sont disqualifiées d'entrée. Ce ne sont donc pas majoritairement leurs intérêts qui seront représentés dans un tel système.

Le pouvoir judiciaire est donc exercé par un nombre restreint d'individus, qui ont accès à un type de savoir spécialisé. Le savoir est donc un vecteur de pouvoir. Concrètement, ces individus peuvent punir, juger, condamner ou (se)défendre. Les détenus des prisons colombiennes apprennent petit à petit les règles du droit. Ils savent aussi s'en servir comme une arme, une technique de défense. L'organisation de tables de travail, « mesa de trabajo », ou de table de négociation « mesa de negociacion », permet aux détenus de négocier avec le pouvoir carcéral. Toutefois, il est certain que « ces tables » profitent aux détenus qui

contrôlent une partie de la prison. La négociation n'est possible qu'à force égale. Aussi, ce sont souvent les prisonniers politiques qui organisent ces activités ou les paramilitaires.

Le principe de l'intime conviction est venu se surajouter à cette mathématique de la preuve. Le juge ne condamne que s'il est parvenu à une certitude totale de la culpabilité de l'inculpé. La suspicion ne suffit plus. Mais alors la valeur de la preuve n'est pas seulement celle que lui confère la loi, c'est surtout son caractère probant, sa démonstrativité. L'intime conviction est donc le critère qui valide la démonstration : « Avec le principe de l'intime conviction, on est passé de ce régime arithmético-scolastique et si ridicule de la preuve classique au régime commun, au régime honorable, au régime anonyme de la vérité pour un sujet supposé universel »¹. Foucault nous montre par là que ce qui est mis en avant dans le principe de l'intime conviction, c'est la nécessité de 'dire' la vérité sur un individu. En tant qu'être doué de raison, de sa capacité à discerner le vrai du faux, le juge, comme n'importe quel sujet, doit établir la vérité sur l'individu qu'il a en face de lui. Le comportement des hommes est supposé intelligible. Il doit donc faire la vérité.

Le rôle du juge devient alors prépondérant puisque c'est lui qui exerce le pouvoir de la vérité, selon sa conviction, son sentiment. Si la culpabilité n'est pas prouvée, l'incertitude conduit toujours à une peine. Les circonstances atténuantes fonctionnent selon ce principe, c'est-à-dire qu'elles ne permettent pas une réduction de la peine, mais qu'elles visent à empêcher qu'un coupable soit acquitté. Autrement dit, le juge n'acquitte que ceux dont il a l'intime conviction de l'innocence. La sévérité des juges s'est accrue et le principe de l'intime conviction peut être détourné. La question de la responsabilité réelle du sujet au moment des actes est donc contournée.

2 – Discours qui peuvent tuer

Le thème de la vérité-justice est fondamental pour comprendre l'évolution des procédures judiciaires. Finalement, la vérité est juste, et la justice doit être vérité, car la Justice, pour être légitime, ne peut que être vérité. L'aveu devient donc central. C'est lui qui rend possible la production d'une vérité pénale. Aujourd'hui, la majeure partie des organes de justice tend à remettre l'aveu sur le devant de la scène judiciaire. Les différentes politiques mises en œuvre,

¹ Foucault : « Les anormaux », P.9

qui ont pour but officiel de désengorger les tribunaux, semblent surtout avoir pour finalité de renforcer l'institution judiciaire dans sa crédibilité.

Aussi, si l'accusé reconnaît les faits, la justice lui en sera reconnaissante au travers de la clémence qu'elle lui accordera contre sa 'bonne foi'. Au lieu de cinq ans, l'accusé en prendra pour 4. Il sera aussi le propre 'héraut' de sa condamnation. Cette notion de héraut¹ est de Foucault. Outre le jeu de mot qu'elle propose implicitement (héros), elle met en évidence le rôle du condamné, qui devient alors lui-même le propre messenger de son ignominie. Ce processus de reconnaissance, qui lie le criminel à son crime, 'purifie' paradoxalement celui qui l'a commis. La vérité purifie du mal. Cette notion rappelle également l'importance et la solennité de l'aveu et de la procédure qui lui est corrélative (jurer de dire la vérité).

Mais comme tous les accusés « n'avouent » pas leurs méfaits, le pouvoir va développer de nouvelles stratégies et de nouvelles tactiques. J'ai rencontré plusieurs détenus qui ont été torturés. Mais à ma grande surprise, la plupart des fois, cela ne se passait pas en prison, mais au poste de police. J'ai par la suite pu confirmer ces déclarations en les confrontant avec des rapports d'Ong. En effet, il était possible qu'en raison de la pression à laquelle ils étaient soumis, les détenus préféraient me dire qu'ils avaient été torturés par la police plutôt que par les gardiens ou co-détenus qu'ils allaient recroiser au détour d'un couloir. Mais non. La majeure partie des cas de torture se font lors des interrogatoires (ce qui ne veut pas dire qu'il n'y en a pas en prison, évidemment).

Un détenu nous a raconté son expérience :

« (...) il nous donna une grenade à chacun et nous dit que ces grenades étaient pour une 'sécurité'² et nous dit : "votre mission est de localiser les gardes et de bien regarder si ils sont dans le parc". Or nous n'avons pas accompli la mission. On a changé de plan et nous nous sommes dit que là était l'occasion de nous rendre (...) et je me suis rendu au premier garde qui se trouvait par là. Aïe. Ils me mirent dans un sac, et me jetèrent dans la rivière³. »

¹ Voici la définition qu'en donne le Petit Robert, Edition 2001 : 1- Héraut d'armes ou héraut : au Moyen-Age, officier d'un grade intermédiaire entre le « poursuivant d'armes » et le « roi d'armes », dont les fonctions étaient la transmission des messages, les proclamations solennelles, l'ordonnance des cérémonies. 2- Personne qui a pour fonction d'annoncer le venue de quelqu'un ou de quelque chose.

² Argot utilisé dans les groupes armés illégaux. Une sécurité consiste à aller surveiller les forces de l'ordre, pendant que d'autres hommes mènent une action stratégique (attaque ou repérage...), il s'agit de les 'couvrir'. En cas de problème, la grenade est là...

³ « (...) nos dio a cada uno una granada y nos dijo que esas granadas eran para una 'seguridad' y dijo la mision de ustedes es ubicar los guardias y mirar bien si estan en el parque. Pues nosotros no le cumplimos la mision. Sino que cambiamos de plan y dijimos pues esta es la oportunidad de entregarnos (...) y me entregué al guardia que se encontraba alla. Hai. Ahi, me metieron en una bolsa y me tiraron al rio... »

Ce déserteur des Farc pensait pouvoir bénéficier du programme de réinsertion destiné à toutes les personnes qui se rendent aux forces de l'ordre, quel que soit le groupe armé illégal duquel elles ont déserté¹. Mais après avoir pris le risque de désertier, alors qu'il se rend, il se fait torturer. Le motif ? Outre le fait que c'était un guérillero, les policiers, devant faire du chiffre, ont essayé de lui faire 'avouer' que c'est eux qui l'avaient capturé. Accusé de rébellion, enfermé dans le même pavillon que tous les guérilleros arrêtés, il est menacé tous les jours². Aujourd'hui, ce jeune homme est peut-être mort.

Cet exemple, mis à part l'indignation qu'il suscite, illustre tristement le poids de la vérité des aveux dans le système judiciaire, quelle que soit la technique utilisée pour l'extraire. La torture est une technique pour extraire du corps la vérité. C'est une tactique de guerre, au sens ou nous avons défini ce mot (guerre) précédemment. Elle est essentiellement utilisée contre les ennemis de l'Etat, ceux qui luttent contre ses dispositifs. C'est une technique parce que la torture implique tout un savoir sur le corps humain. Si on veut la faire durer, il faut trouver la 'juste limite' entre la mort et la capacité de résistance de l'individu. Ceci implique une fine observation du comportement de l'individu torturé, car certains signes manifesteront de l'état d'épuisement de l'individu.

La torture n'a pas ici pour fonction de tuer, quoique une mauvaise interprétation de ces signes entraîne assurément la mort de l'individu, ou si elle n'est pas assez dosée, elle sera inefficace. Son efficacité tient donc d'un savoir sur le corps humain. Mais sa fonction, c'est essentiellement d'extraire du corps des informations (outre l'aveu, des informations sur les groupes armés illégaux). Mais à cette fonction, vient aussi se greffer la vengeance personnelle (les policiers bourreaux). Le pouvoir coercitif est transféré aux forces de l'ordre, c'est-à-dire à des individus qui surajoutent leur pouvoir individuel au pouvoir coercitif étatique. Dans les discours dominants, et largement véhiculés par les médias, les guérilleros, « c'est l'ennemi public n°1 », ce sont les traîtres qui gangrènent le pays de l'intérieur. Les guérilleros sont ces êtres monstrueux qui rompent le pacte social par la révolte. Alors, du moment que cela ne fasse pas trop de bruit, qui irait se plaindre si l'on en torture quelques uns ?

La torture rend compte de la dissymétrie entre le sujet qui a violé la loi, qui de plus est pour rébellion, et l'implacabilité du pouvoir de coercition qui s'exerce sans limite sur lui. « Que la machine administrative, avec ses effets de pouvoir incontournables, passe par le

¹ Ce programme génère beaucoup de propagande, mais la naïveté de ce déserteur m'a surprise...

² L'entretien s'est réalisé dans le patio de la prison, sans présence de garde, mais en présence d'autres guérilleros (à qui je devais constamment demander de s'éloigner...). La tension était forte.

fonctionnaire, médiocre, nul, imbécile, pelliculaire, ridicule, râpé, pauvre, impuissant, tout ça a été l'un des traits essentiels des grandes bureaucratie occidentale, depuis le XIX^e siècle.¹» Confier le pouvoir à un individu commun, voire abject, ne fait qu'amplifier les effets du pouvoir. La multiplicité des agents du pouvoir ne fait que renforcer celui-ci. Le pouvoir est alors une machinerie dont la rationalité ne peut être que violente, mais dont l'incontournabilité doit être évidente aux yeux des citoyens. La prison doit avoir une fonction symbolique pour être efficace. Mais ce symbolisme passe par les détenus. « Le rôle du criminel c'est de réintroduire du sens dans la punition, c'est de réintroduire, en face du code et des crimes, la présence réelle du signifié – c'est-à-dire de cette peine qui selon les termes du code, doit être infailliblement associé à l'infraction ²»

3 – Discours grotesques

C'est au travers de l'aveu, que l'accusé accepte l'accusation et la rend légitime. Il atteste de la vérité de l'information. Il matérialise cette vérité au travers des différentes procédures écrites et orales qui vont suivre. Mais pour qu'il soit probant, l'aveu doit être spontané. C'est pour ça qu'il sera répété sans cesse, jusque devant les tribunaux, où le serment vient le corroborer. La spontanéité efface la souffrance et l'affrontement qui sont impliqués dans cette recherche de vérité bien particulière. Le serment est l'acte par lequel l'accusé sacralise sa propre parole. L'idée d'une justice divine apparaît alors, elle ne peut être que vérité, puisque c'est l'omniscience de Dieu qui est invoqué et qui donne son poids au serment.

Comment un serment pourrait-il être efficace s'il ne faisait pas appel à cette autre dissymétrie entre la toute-puissance divine - qui sait tout, qui voit tout, qui entend tout, bref, c'est ce concept de Dieu qui semble avoir inspiré Bentham, car finalement on avait inventé le Dieu panoptique avant le Panopticon- et la petitesse de l'individu accusé ? Dans un pays très catholique comme la Colombie, le serment est évidemment davantage destiné aux classes populaires, les plus ferventes, dont le sentiment de culpabilité sera mis à bonne escient. Les classes dominantes, connaissant les rouages et la théâtralisation du procès, n'en feront que moins de cas. Même si le serment conserve sa fonction de mise en dissymétrie, la dissymétrie semble proportionnelle au rang social de l'accusé.

¹ Foucault : « les anormaux »P.13

² Foucault : « SP », P.151

La torture est malencontreusement une pratique plus répandue qu'il n'y paraît, mais comme dans un pays qui se veut démocratique, une vérité tachée de sang ne fait pas bonne impression, d'autres tactiques ont été élaborées afin de mettre la vérité 'à jour' et la rendre largement acceptable. Leur violence est moins visible, plus patente, mais elle est toujours là. L'examen émerge comme cette nouvelle tactique pour assujettir le corps de l'accusé. Cette tactique a l'avantage d'être 'politiquement plus correct'. Elle ne laisse pas de trace. Enfin, plus exactement, cette tactique ne laisse pas de trace sur le corps de l'accusé, mais laisse derrière elle beaucoup de papier.

L'examen apparaît comme la nouvelle technique qui va donner sa splendeur à la vérité. Nous pouvons distinguer plusieurs sortes d'examen. Tout d'abord, il y a l'examen psychologique de l'inculpé. Mais comme le nombre d'experts-psychiatres est restreint en Colombie, cet examen n'a pas lieu dans tous les cas. Il semble essentiellement réservé à un nombre limité de crimes¹. En revanche, plusieurs témoignages nous ont amené à voir dans la rencontre avec le procureur ou avec la police judiciaire², un examen. Voici un de ces témoignages³ :

«Pablo : Environ huit mois après cet incident, une personne arrive ici, sonne, demande après moi, dit qu'ils sont de la Dijin, que je ne sais quoi, et que ça, qu'ils étaient entrain d'enquêter sur un homicide. 'Oui, d'accord, quoi'... ils nous racontent les faits. 'D'accord'. Et ça, c'était un vendredi ou un samedi. Et il me dit : 'faites-moi le plaisir de venir lundi avec votre oncle.' 'Ok'. Ils m'ont remis une convocation. Le week-end passe. Le lundi, nous y allons, de manière formelle. On demande après le lieutenant Penal. 'Oui, asseyez-vous là, attendez. On s'assoit, et moi, je me retourne, et (le lieutenant) me dit 'Vous êtes Pablo', et moi 'oui, c'est moi', 'et vous, vous êtes monsieur Daño', 'oui'. Ah, d'accord, il nous mit les menottes, et nous dit : 'vous avez un ordre d'arrestation, pour homicide'.

Emma : Et ça c'est passé comme ça ?

Pablo : Oui, comme ça. Je ne sais pas, mais pourquoi ? 'Et ça fait déjà huit mois que ça s'est passé'. La procureur a aussi lu l'ordre d'arrestation. 'Mais pourquoi, non' On a pas su parce qu'ils ont pas pu s'occuper de nous, la procureur était occupée. Alors elle nous a envoyé en taule. (...) Le jour d'après j'y vais, la procureur me posa quelques questions, que je ne sais quoi, que bon, je réponds à toutes ses questions. (...)La procureur me dit 'vous savez qu'il y a une lettre qui vous inculpe. Et moi, non, je ne sais pas. Regardez-là, et elle me la tend. Elle me donne une photocopie. Je l'ai lu, et elle dit : 'Diego, qu'a dit Diego ? Hier, j'ai rêvé de ceux qui m'ont poignardé. C'étaient Juan, Pablo, Andres et les autres.

¹ Nous n'avons que peu d'informations à ce jour sur ce domaine. Mais parmi tous les détenus rencontrés, seuls deux semblent avoir fait l'objet d'une expertise psychiatrique (un violeur qui nie les faits - « la fille était consentante » - , et un autre qui est accusé d'homicide volontaire). Tous deux ont été condamnés. Il est aussi possible que d'autres détenus aient fait l'objet d'expertise médicale sans que je le sache. Je n'ai jamais posé cette question à un détenu, de même que je n'ai jamais demandé l'objet de l'accusation. Mais généralement les détenus m'en parlaient d'eux-mêmes.

² Deux organismes principaux : le CTI : Cuerpo Tecnico de Investigacion, DIJIN : Departamento de Inteligencia Judicial Nacional

³ Entretien avec un détenu qui sort tout juste de prison. Pedro, c'est son père. L'entretien a lieu chez eux.

Emma : Mais c'est une histoire de fou !

Pablo : Bon, et je dis à la procureur : d'accord, mais vous, vous allez faire un rêve. Et elle me dit : mais non, c'est que, c'est que cette lettre dit la vérité, je ne sais quoi. Et moi, je lui dis : mais comment pouvez-vous savoir qu'ils disent la vérité. C'est un rêve. Bon, ça s'est passé comme ça, et ils nous dictèrent nos droits. (...)

Pedro : Et raconte lui ce que t'a dit la procureur.

Pablo : Quoi ?

Pedro : Qu'on vous pardonnait.¹ »

Quand j'ai écouté cette histoire, je croyais qu'il n'y avait qu'en Colombie que ça arrivait, mais peu à peu, l'ensemble de mes lectures m'ont amené à penser que non, que le grotesque était une pratique judiciaire très courante, quel que soit les pays. Ici, l'institution judiciaire fait l'économie du savoir médical. Mais la procureur formule des énoncés qui ont un statut de vérité au regard du Droit. La lettre est la preuve, elle matérialise le crime. Finalement, son contenu n'est pas si important que ça, ce qui devient important, c'est que l'individu ressemble à son crime.

Il faut que Pablo subisse cet examen, pour que la procureur puisse faire de cette lettre une vérité, le résultat d'une série d'éléments 'parapathologiques'. Elle lui tend la lettre, la vérité est matérialisée par le regard de Pablo : 'ahí, estan diciendo la verdad²'. C'est le regard de l'accusé qui va objectiver cette vérité. L'accusé est objectivé à son tour par le regard continu, l'examen, de la procureur. Même si la procureur ne fait pas appel à un savoir médical, elle en a l'œil. Elle a un œil clinique, l'œil qui permet de déceler les traces du criminel, l'œil qui

¹ « Pablo : Como a los ocho meses despues de ese incidente, llego una persona aca, timbro, me pregunto, dijo que ellos eran de la Dijin, que no sé que, y que eso, que estaban investigando un homicidio. Si claro, que...nos contaron los hechos. Si claro. Y eso fue un viernes, o un sabado. Y me dijo, hagame el favor que se presenta el lunes, con su tio. 'Listo.' Me entregaron una citacion. Paso el fin de semana. El lunes nos presentamos, como muy corriente. Preguntamos al teniente, teniente Penal. Si, sientasen ahí, esperan. Nos sentamos, y yo volteé, y el me dijo : usted es Pablo, y yo : si, soy yo, y usted señor Daño, claro. Ah, bueno, nos puso las esposas, y nos dijo : ustedes tienen orden de captura por homicidio.

- Emma : Y paso así no mas ?

- Pablo : Como así, 'que no sé que, pero por qué?' Y ya hace ocho meses que paso !! La fiscal leyo tambien el orden de captura. Pero por qué ? Que no que ? No sabemos. No nos asistieron, porque la fiscal estaba ocupada. Entonces nos mando para el calabozo. (...) Al otro dia yo fui, la fiscal me hizo unas preguntas, que no sé que, que bueno, yo le contesté todas las preguntas. (...)La fiscal me dijo : usted si sabe que hay una carta donde lo inculpan. Yo : no, no sé. Mijo, mirela, y me la entrego. Me entrego una fotocopia. Yo la lei. Y dice : Diego, que dijo Diego ? Anoche, me soñé quienes fueron los que me apuñalaron. Fueron Juan, Pablo, Andres y otros. - Emma : Pero que historia muy loca !

- Pablo : Bueno, que yo le digo a la fiscal : bueno, pero usted va a hacer un sueño, y ella me dijo : pero no, es que, es que ahí estan diciendo la verdad, que no sé que. Y yo le dije, pero como usted puede saber que estan diciendo la verdad ? Ahí estan hablando de un sueño !! Bueno, paso así. Y nos dictaron leyes de aseguramiento. (...)

- Pedro : Cuéntale lo que le declaro el fiscal de...

- Pablo : De que ?

- Pedro : Que los perdonaron. »

² Nous conservons la forme espagnole qui est évidemment plus significative que la traduction.

discerne l'anormalité, la monstruosité de l'accusé. Sa conviction lui vient de là, des signes 'intelligibles' qu'elle a reconnus. Elle est sûre qu'il est coupable. Une lettre vient parachever son intuition¹.

Ce n'est donc plus un sujet juridique que les juges ou les procureurs ont devant eux, mais c'est un objet : l'objet d'une technologie et d'un savoir. L'idée d'une intelligibilité du comportement humain est constitutive de ce nouveau savoir de la délinquance. Le délinquant, c'est un homme déviant, anormal, qu'il faut réadapter à la société, aux valeurs morales dominantes. C'est un groupe bien déterminé qui nécessite d'être rééduqué : ceux qui perturbent l'ordre social. Le système juridique de la loi est une technique de classe qui permet d'instaurer une régulation par la norme. Les individus condamnés doivent être corrigés, réadaptés à la société.

« J'appellerai "grotesque" le fait, pour un discours ou pour un individu, de détenir par statut des effets de pouvoir dont leur qualité intrinsèque devrait les priver² ». Cette phrase de Foucault tombe à point nommé. L'intime conviction permet de condamner sans preuve, sans que la culpabilité de l'inculpé ait été établie. La technique de la qualification judiciaire permet à des individus de produire des énoncés grotesques, qui utilisent un vocabulaire qui laisse transparaître des références à des valeurs morales, à des normes ('que los perdonaron'). Le statut que leur confère ce savoir instaure une hiérarchie propice à la perversité.

La justice est donc inéquitable, puisque la conviction du juge, ou du procureur, ou de tout autre agent judiciaire d'état, compte plus que la parole de l'accusé. Ils sont d'ailleurs généralement assermentés, ce qui leur donne tout le poids du serment, leurs énoncés sont donc plus 'vrais' que ceux du quelconque citoyen. Leur parole est d'or. Mais quel mérite ont ces individus pour être assermentés, comment peut-on assermenter la parole d'un homme plutôt que d'un autre ? L'arbitraire est inhérent au système de justice et le renforce.

Finalement, il y a moins de différences qu'il n'en paraît entre l'exercice du pouvoir de punir dans le système de justice étatique, et le pouvoir de châtier exercé dans les communautés indigènes. La différence de cet exercice tient surtout à la forme (bien sûr, les fonctions –et la

¹ Pablo a toujours nié les faits, et grâce au savoir faire d'un avocat, un ami d'enfance de la famille (ce qui est une réelle aubaine car Pablo vient d'une famille qui n'aurait pas pu s'offrir un avocat), il n'a purgé que deux ans d'une peine initialement beaucoup plus longue.

² Foucault : « Les anormaux », P.12

sémantique utilisée- sont aussi différentes, mais là n'est pas notre propos). La justice étatique, qui est bureaucratique, repose sur l'écriture (textes de loi, compte rendu de l'examen, du procès...), alors que chez les indigènes, le châtement ne produit aucune écriture et ne se fonde sur aucun texte écrit. L'oralité est essentielle, c'est elle qui constitue la mémoire collective de la 'loi'.

Mais dans les deux cas, l'arbitraire est inhérent au fonctionnement de la punition. Dans le cabildo de Toribio (Cauca), si aucun témoin ne peut rendre compte de la faute de l'accusé (on imagine bien aussi ce que peuvent induire les rivalités de voisinage), c'est le chaman qui proclame la vérité sur l'accusé. Il n'y a d'ailleurs pas d'équivalent d'avocat, la défense, ce sont des témoignages contraires. Le 'te wala' a la capacité de connaître le vrai. Il a le savoir instantané et spontané¹. Aussi, si personne n'a vu, lui peut voir la vérité de l'individu qu'il va examiner. L'arbitraire du rôle du chaman est aussi constitutif de son rôle et du pouvoir qui lui est lié. Il en est de même dans la justice étatique. C'est l'arbitraire qui donne toute sa puissance au pouvoir. Il lui donne la puissance de la terreur, thème que nous avons déjà abordé précédemment. Les relations de voisinage peuvent tout aussi bien influencer le procès au travers des différents témoignages qui vont constituer des pièces à conviction. Le cas de Pablo est probant. L'arbitraire trouve ses racines dans cet examen dissymétrique.

L'arbitraire et cette dissymétrie sont constitutifs de la terreur. La terreur peut alors être utilisée comme une tactique d'assujettissement et de domination, rendue possible grâce à un savoir. Les fonctionnaires liés au système de justice jouissent de l'exercice d'un pouvoir qui est tout aussi arbitraire que celui du 'te wala', et dont la puissance repose sur la terreur qu'inspire son application arbitraire. Parce qu'il est transféré à une multiplicité d'individus, le pouvoir est décuplé. Dans la particularité de son exercice viennent s'entremêler d'autres paramètres qui l'intensifient. Dans les deux cas, ce pouvoir renvoie à un savoir que sont supposés connaître ceux qui ont le droit de punir (dans le système étatique), ceux qui peuvent châtier (chez les indigènes, la notion de droit étant traditionnellement absente). Mais que punit-on au juste ?

¹ Bien sûr, il ne possède pas ce savoir, mais comme la croyance collective lui attribue ce savoir, les indigènes disent que le te wala « a » le savoir.

4 – De l’illícite à l’illégal

Le droit de punir renvoie à une classification des délits et des peines, en fonction de la gravité de l’acte commis. Mais comment détermine-t-on la gravité d’un acte ou d’une pratique, d’un comportement en somme. Dans un système de punition qui prend comme fondement ‘l’humanité’ comme ‘mesure’, comment mesure-t-on ?

Pour que des infractions soient punis, il est donc nécessaire que la loi répertorie certaines pratiques comme illégales. Le Droit établit une différence entre crime de sang, et d’une façon générale les agressions physiques, et d’autre part, les délits contre la propriété. Cette différenciation est constitutive d’un ‘embourgeoisement’ de l’appareil judiciaire. Elle est directement liée à l’évolution du système de production, qui en s’accroissant, entraîne une augmentation des richesses, mais aussi un écart de plus en plus large entre ceux qui possèdent les moyens de production ou des capitaux, et ceux qui n’ont que leur force de travail à vendre.

Ce processus s’est accompagné d’une valorisation des rapports de propriété au niveau moral et juridique. Des techniques de surveillance de plus en plus fines ont également été mises en place pour protéger ces richesses. Le quadrillage du corps social répond à une stratification de plus en plus marquée. Ces mécanismes visent à réguler l’enrichissement des différents individus, puisqu’ils lui donnent un cadre légal. La justice prend le visage d’une tactique de classe qui permet de gérer les pratiques illicites, celles que la morale dominante distingue comme telles.

Le 24 Mars 1790, lors d’une discussion sur la nouvelle organisation du pouvoir judiciaire à la Constituante, Thouret¹ avance l’idée que le pouvoir est dénaturé en raison de trois éléments : une appropriation privée de la justice ; une confusion entre deux types de pouvoirs, celui qui rend la justice et formule une sentence en appliquant la loi et celui qui fait la loi elle-même, enfin par l’existence de toute une série de privilèges qui rendent l’exercice de la justice incertain. La situation n’est guère différente en Colombie (certes, les contenus doivent l’être un minimum, mais le processus semble être le même) : la justice n’est pas autonome, elle est investie par le pouvoir de la classe dominante traditionnelle. Le principe d’une justice irrégulière est encore renforcé par la multiplicité des instances judiciaires et leur

¹ Thouret in : Foucault, « SP », P.93

hétérogénéité. En raison de cette discontinuité et de l'enchevêtrement de tous ces éléments, la justice est lacunaire.

Cette lacune de la Justice est productrice. Elle justifie toutes sortes de réformes, qui auront officiellement pour tâche de perfectionner la justice, de la rendre plus infaillible. Le Code Pénal colombien est régulièrement enrichi de nouvelles lois et de nombreux articles. Il y a un jeu continu entre plusieurs forces qui s'affrontent continuellement. Dans les prisons colombiennes, jusque dans les années 1990, les femmes n'avaient pas le droit de visite conjugale, tandis que les hommes ont ce droit depuis toujours, si j'ose dire (je crois réellement qu'ils ont ce droit depuis que les prisons existent là-bas, car quand je dis aux colombiens, que le droit de visite conjugale n'existe pas en France, que ça commence à s'expérimenter dans quelques prisons, ils sont effarés, que ce soient des gardiens, des avocats, et bien sûr les détenus !!! 'Comment ? au pays des Droits de l'Homme !!!')¹. Un groupe d'avocats colombiens fait une action de tutelle qui permet depuis 1992 aux femmes de recevoir des visites conjugales. Mais le groupe adverse, plus conservateur, d'extrême droite certainement, décide alors de faire passer une loi qui oblige les femmes à recevoir des injections de produit contraceptif. L'autre groupe d'avocats travaille encore aujourd'hui pour faire abolir ces injections.

La politique devient réellement biopolitique avec l'Etat libéral. Il est aussi profondément raciste. Le pouvoir différencie les individus en plusieurs groupes, sous-groupes, diverses catégories qui se croisent et s'entrecoupent, mais qui se distinguent bien aux yeux du pouvoir. Certaines de ces catégories, dans l'exemple que nous venons de citer, les femmes, sont l'objet d'une stratégie politique qui vise leur corps de femme en tant que sexe féminin, c'est-à-dire en tant que 'reproductrice' de l'espèce.

Une stratégie est élaborée pour que les femmes de cette espèce immorale, c'est-à-dire les délinquantes, ne se reproduisent pas, ne multiplient pas le danger. L'Etat moderne colombien est raciste en ce sens que ses institutions rendent possible la discrimination d'un groupe par rapport à un autre. Bien sûr, ces stratégies de régulation de la population carcérale féminine sont le résultat d'un enchevêtrement de pouvoirs et de contre-pouvoirs, qui se font la guerre. Ce sont des groupes d'individus qui entrent en conflit pour des raisons particulières. Mais leur conflit prend part au fonctionnement même de l'organe de Justice. Les réformes viennent de

¹ Selon le témoignage d'un avocat. Il ne se souvenait plus si cette tutelle a été acceptée en 1991 ou 1992.

l'intérieur de l'appareil pénal et non de l'extérieur. Les femmes sont l'objet d'une guerre pénale entre magistrats.

Les lacunes de la justice sont productrices de nombreux éléments. Elles donnent du travail à un bon nombre de personnes (avocats, magistrats, procureur...), produisent une quantité de textes impressionnante. La façon dont je me suis procuré le code pénal colombien est assez anecdotique. Je demande à un ami s'il connaît une librairie où je peux me le procurer. Il me répond que ça coûte très cher en librairie (d'après lui environ 20 000 pesos, c'est-à-dire environ 6 euros), et que je le trouverai à bien meilleur prix, dans la rue. En effet, juste à côté de l'Université « Nacional », à Bogota, tous les étudiants en Droit achètent des reproductions illégales du code pénal, dernière édition, à des vendeurs ambulants. Je l'ai payé 4500 pesos, soit environ 1,5 euros. La justice permet à de nombreux individus de vivre, que ce soit directement ou indirectement, la chaîne est longue, elle va jusqu'aux vendeurs de rue qui arrondissent leurs fins de mois en vendant des copies du code pénal. Le code pénal permet à des vendeurs ambulants de vivre dans l'illégalité.

Officieusement, les lacunes de la justice légitiment des réaménagements réguliers de l'économie du pouvoir, ce qui permet de rendre la Justice adaptable à la situation du moment. La politique de sécurité démocratique d'Alvaro Uribe montre que les lois ne sont pas figées, mais en perpétuel mouvement. Aussi plutôt que de s'attacher au rapport entre loi et illégalité, peut-être serait-il plus significatif de se pencher sur le rapport illégalismes-loi.

La loi différencie les illégalismes en les formalisant. Elle en rend possibles certains, ce seront les privilèges de la classe dominante, elle en tolère d'autres, comme compensation des classes dominées, et en interdit d'autres encore, qui seront détournés en instruments de domination. Mais cette compensation est bien souvent liée à une tactique de contrôle social, de guerre entre dominants et dominés. Ce qui est toléré, c'est ce qui ne menace pas la classe dominante, ou même, c'est ce qui peut lui servir. Le droit à la légalité est un privilège. La drogue et les armes sont interdites en prison, mais on les tolère : il y a de la drogue (bazuco, marihuana...) et des armes (à feu, évidemment) dans toutes les prisons. Tolérer la drogue et les armes relève de la stratégie pour trois raisons :

- (1) Le commerce de drogue en prison est contrôlé par le groupe dominant de chaque centre de détention, donc il enrichit une élite carcérale, la mafia carcérale. Ce sont aussi ces groupes

dominants qui monopolisent les armes (sauf quand il n'y a pas de mafia dominante et que des micro-mafias s'affrontent) et en contrôlent l'attribution. Nous pouvons dire que c'est une mafia parce que les groupes dominants dans les prisons colombiennes exercent un monopole dans chaque prison sur toutes les activités lucratives illicites ou non (nous y reviendrons), et assujettissent les autres détenus par la violence ou la menace. En général, quand une mafia exerce un monopole, ceci facilite le travail de surveillance des fonctionnaires. Les gardiens sont d'ailleurs beaucoup moins nombreux que dans les prisons françaises, environ 3 gardes pour une centaine de détenus, comme à la Picota, où il y a 300 gardes pour 3500 détenus¹. La mafia rend le pouvoir plus efficace et permet un bon fonctionnement de la prison à moindre coût. Aussi plusieurs groupes d'intérêts y trouvent des avantages. La mafia, parce qu'elle s'enrichit même en prison, les gardes parce qu'ils ne 'risquent plus leur peau' (ou moins), et l'administration parce qu'elle fait des économies.

- (2) La présence de drogue légitime la répression carcérale. Plusieurs fois par mois, les forces de l'ordre font ce que les détenus appellent des « raquetas », des inspections, des fouilles. Voici ce que nous en dit un détenu :

« - Ils entraient là-bas une ou deux fois par mois. L'Inpec, le CTI et le DAS entraient faire des fouilles. Ils nous sortaient tous pour nous mettre dans les cages de football. En peloton, ils fouillaient cellule par cellule, ils cassaient les murs, ils cassaient tout. Ils détruisaient les bouteilles de soda. Ils trouvaient aussi des choses cachées.

- Mais ils trouvaient ce qu'il y avait ou... ?

- Oui, mais ce qu'ils trouvaient c'était très peu. Et ceci à cause des cachettes, des planques. Mais comme ils ne trouvaient rien, soudain, soudain, l'organisation² leur laissait par-là, un ou deux pistolets.³ »

Il y a échange de services entre la mafia et les inspecteurs. Si ces derniers ne trouvent rien, l'organisation leur laisse une ou deux armes pour les calmer, mais surtout pour leur donner une raison de revenir. C'est stratégique. La mafia a le monopole des planques. Si les organismes judiciaires trouvent des armes, ce ne sont pas celles de la mafia, ce sont celles de

¹ Selon un garde avec qui j'ai discuté. Cela fait finalement moins de 300 gardes par détenus, puisqu'il y a une rotation des gardes (jour de congé). Selon ce garde, il y a deux unités de gardes (donc 2x150), alors que les détenus restent là. Selon les chiffres de l'inpec, il y a moins de 3200 détenus dans cette prison...

² La Organización : les AUC, les Autodéfense Unies de Colombie, ce sont des paramilitaires.

³: « Entraban mas o menos por ahi, una o dos veces al mes. El Inpec, el CTI, el DAS, entraban hacer requisas. Nos sacaban a todos para las canchas de futbol. En peloton, requisaban celda por celda, rompian paredes, rompian de todo. Rompian gaseosas. Tambien encontraban cosas escondidas.

: Pero, encontraban lo que habia o ?

: Si, pero era muy poco lo que encontraban. Eso, eso por los escondites, las caletas. Y casi no encontraban nada, de pronto, de pronto, la organizacion les dejaba por ahi, uno o dos pistolas alla ».

contre-pouvoirs potentiels au sein des détenus. Les organismes d'Etat font la fouille des cellules pour la mafia, et la mafia surveille les détenus pour l'administration pénale et carcérale. Ce sont toujours les plus démunis qui pâtissent du pouvoir, car, comme on le voit, la police judiciaire casse tout, mais surtout ce qui représente beaucoup pour les détenus les plus démunis. Il faut savoir que c'est un luxe dans les prisons colombiennes que d'avoir une bouteille de soda. Il y a des détenus qui n'ont même pas accès à l'eau.

- (3) Les drogues sont aussi tolérées parce qu'elles calment, endorment 'les masses', les rend moins dangereuses. La présence de drogue dans les prisons colombiennes permet aux prisonniers les plus pauvres de supporter les conditions de détention : rareté de la nourriture et de l'eau, espace réduit, etc. Elle permet de neutraliser plus facilement des foyers insurrectionnels potentiels. Elle permet surtout aux mafias de pouvoir acheter des armes. La drogue et les armes permettent aux fonctionnaires corrompus de doubler ou tripler au minimum leur salaire, car ce sont majoritairement eux qui font rentrer ces produits, et les vendent.

Le cas de la prostitution est aussi étonnant. Les seuls textes de loi sur la prostitution concerne les mineurs et les cas de prostitution par la force (les normes internationales). La prostitution est tolérée. C'est à dire qu'elle n'est pas vraiment illégale, mais elle reste illicite. Moralement, elle est très mal connotée, ce qui n'empêche pas les 'bordels' de pulluler. Ils sont tolérés dans les quartiers de strates 1 et 2 (c'est-à-dire les plus pauvres). Le nombre de femmes et d'enfants qui se prostituent est impressionnant en Colombie. Ce sont souvent des militaires corrompus qui ont le monopole des 'bordels' dans les villes où il y a des bases militaires. Mais les prostituées viennent aussi vendre leur service en prison, aux fonctionnaires et aux détenus.

Les militaires eux-mêmes utilisent souvent les services des prostituées, en raison de leur mode de vie (peu de permissions sont accordées aux jeunes soldats, qui sont souvent mobilisés loin de leur région d'origine), mais aussi parce que dans un pays où la majeure partie de la population n'a pas de revenus, ils sont les plus gros clients potentiels, hormis dans les métropoles. De plus, outre le fait que la prostitution permette à des milliers de familles de survivre, elle est aussi un instrument pour stigmatiser certaines couches sociales. La gestion des illégalismes relève de la stratégie politique.

Ce qui est interdit est isolé, objectivé, durement condamné. Les délits contre la propriété et le délit de rébellion occupent une part croissante¹ dans les condamnations en Colombie. Les infracteurs accusés de ces délits constituent les nouveaux monstres de la société colombienne, ce sont des individus dangereux pour l'ensemble de la société. Il faut donc les séparer de la société avant que le mal –la lèpre- ne se propage car la peine n'est pas calculé en fonction du délit mais du risque de répétition. Alors on exerce une surveillance accrue, sur le modèle de la Peste, que nous avons précédemment développé.

L'acharnement du pouvoir contre les guérillas est aussi une stratégie politique. Elle justifie les captures massives (comme celle du plan Orion que nous avons déjà abordé), et fournit de la matière, des objets, des individus au système carcéral. Mais je n'ai pas vu beaucoup de guérilleros dans les prisons colombiennes. Bien sûr il y en a, mais beaucoup moins que ce que veulent faire croire les médias. En revanche, oui, il y a énormément de prisonniers politiques. Parmi ceux-ci, beaucoup n'ont pas de lien avec la guérilla, peut-être de la sympathie, mais pas dans tous les cas. Ces politiques « d'arrestations massives » permettent au pouvoir de neutraliser des individus potentiellement révolutionnaires : des syndicalistes, mais aussi des intellectuels. Ces captures massives apportent 'leur nourriture' aux prisons, alors même si sur une centaine d'individus arrêtés, il n'y en avait qu'un qui avait des liens avec la guérilla, bah, tant pis pour les autres.

De ce fait, les illégalismes des classes populaires sont plus durement condamnés parce qu'ils ont aussi plus de possibilité de se répéter puisque les classes populaires sont plus nombreuses numériquement que les groupes dominants. Ils sont stigmatisés comme étant les responsables de tous les maux de la société. Le processus du bouc-émissaire permet au pouvoir d'unifier une société derrière-lui : tous unis contre l'ennemi commun, celui qui a attaqué le droit social. Le droit de punir est légitimé par cette notion de défense de la société. C'est aussi un des facteurs qui a rendu possible les doctrines de l'insécurité.

Nous rappellerons seulement que les discours de type sécuritaire sont au cœur du processus de construction de la délinquance. Ce processus lui-même permet de criminaliser la misère. Le cas de la drogue est révélateur. Le pouvoir, qui bénéficie de l'argent de la drogue au travers des différents réseaux de corruption contrôlés en général par des politiciens ou des militaires véreux, ne tolère pas que les individus issus des classes populaires s'enrichissent au

¹ Cf. Annexe sur les prisonniers politiques. Nous n'avons pas de chiffres pour étayer la délinquance commune.

travers de micro-commerces de drogue. Lorsque des commerces illicites lui échappent, la classe dominante se montre menaçante, et surtout impitoyable. Finalement, le pauvre, celui qui n'a pas de toit, pas de sécurité sociale, rien à manger, est condamné à rester dans l'illégalité, à survivre en se battant contre la classe dominante. Le commerce est légal que quand il sert les intérêts des puissants. Le sujet délinquant, lui, est l'objet d'une technologie spécifique qui doit le corriger : la prison.

IV LA PRISON : UNE STRATEGIE POLITIQUE

La prison est une institution d'Etat. Son rôle est donc politique. La prison est en effet le lieu où se déroule la peine. Elle est en quelque sorte la matérialité des politiques pénales et carcérales. La punition a des fonctions sociales complexes qui vont au delà de ce qui est juridiquement défini. La prison, en tant que technique de pouvoir, relève d'une stratégie politique, qui est aussi à l'œuvre dans l'ensemble de la société colombienne. Enfin, le corps, en tant que force de production, est la prise, sur lesquels viennent s'exercer les pouvoirs d'assujettissement et de domination. Les politiques pénales et carcérales, en tant que

stratégies politiques, participent à cette tactique d'assujettissement des corps. Il y a une corrélation entre la prison, comme système punitif, et le système de production dans lequel elle s'inscrit.

La prison vise aussi à assujettir les esprits. Il ne faut pas que le crime recommence. Comment punir pour que le crime ne recommence pas ? Les dispositifs carcéraux sont tournés vers l'avenir. Il vise à prévenir le crime. Les divergences apparaissent en fait en ce qui concerne le choix des techniques de cette punition individualisante, c'est-à-dire dans le rapport que le pouvoir doit avoir avec le corps et l'esprit. Quel instrument agit le mieux sur les esprits des détenus ? Quelles sont les tactiques les plus efficaces ?

1 – Discours qui font rire (pas tout le monde)

Les fonctions de la privation de liberté sont tout d'abord définies d'un point de vue juridique. L'Inpec est créé en 1992 dans le cadre d'une redéfinition de la politique pénale et carcérale qui se veut davantage cohérente et unifiée, et dont la nouveauté est de faire de l'humanisation et de la resocialisation les fonctions principales de la peine. Le Nouveau Code Pénal colombien (loi 599, du 24/07/01) fait de la réinsertion un objectif de la peine. Dans un premier temps, la resocialisation est donc définie comme réinsertion sociale au travers du Code Pénal. Il y a donc un léger glissement sémantique, puisque la resocialisation met l'accent sur les liens sociaux tandis que la réinsertion fait davantage référence à un système social.

En fait, c'est bien la réinsertion qui est visée puisque la « resocialisation » se traduit surtout par la notion de « droit au travail » dans les prisons et de remise de peine pour ceux qui travaillent. La remise de peine a pour fonction de faire participer les détenus à leur punition, de normaliser leur conduite en les récompensant pour 'bonne conduite'. Pour attirer les délinquants vers le 'Bien', il faut que l'administration puisse intervenir, qu'elle puisse moduler les peines en fonction du comportement d'un individu.

Les programmes de resocialisation sont regroupés sous l'appellation de « traitement pénitentiaire ». Le malade doit être traité. Différents programmes sont élaborés autour des

thèmes suivants : éducation, ateliers, santé, toxicomanie, communication, divertissement, etc. Chaque centre de détention est donc censé proposer ces programmes aux détenus pour le réhabiliter.

C'est un élément clé du moteur de la transformation du discours pénal et carcéral : on passe d'un discours qui met en avant le châtement, à un discours qui met en avant la re-socialisation, donc l'âme de l'individu. Le droit au travail dans les prisons permet de rentabiliser le travail : les détenus sont une main d'œuvre bon marché. Ils accomplissent des tâches laborieuses que nul ne veut faire (mettre des clous dans des sachets plastiques, coudre à la main des ballons de foot). Mais dans la pratique, les choses sont bien différentes.

Les opportunités de travailler dans les prisons colombiennes concernent moins de 10% des détenus¹. Les directeurs de prison expliquent ces 10% de diverses façons, mais le discours le plus répandu est que les entrepreneurs ne veulent pas investir dans les prisons parce qu'ils se méfient des prisonniers. En gros, s'ils n'ont pas de travail, c'est eux qui sont coupables, coupables de leur immoralité qui fait peur. En revanche, dans le centre de détention pour mineurs que nous avons visité, les détenus étaient obligés de travailler : atelier d'artisanat, éducation scolaire. Ils étaient aussi soumis à l'obligation de prier avant les repas. J'ai assisté à une de ces scènes, c'était horrible.

Ces détenus dormaient dans des dortoirs collectifs. Au moment d'aller manger, ils devaient s'aligner en deux rangs, d'environ dix détenus chacun, du plus petit au plus grand, devant la porte de sortie. Alors là, on leur donnait l'ordre, par un coup de sifflet, de réciter des prières. Quand ils terminaient, le plus petit des détenus devait ouvrir la porte. La prière permet la libération, voilà le genre de message que portent de tels ordres. La perversité va plus loin dans ce centre : un des détenus est désigné pour garder la clé. C'est comme le principe des tortures roumaines où l'on fait avaler la clé de ses menottes au prisonnier. La liberté est en vous. La religion sert encore de technique d'assujettissement en Colombie. Ce centre de détention relève plus d'un centre d'esclavage. On dresse les enfants, encore aujourd'hui, en ce début de XXI^e siècle, en Colombie, parce qu'ils sont « récupérables », re-modelables, ré-ajustables. Mais surtout, ils ne doivent pas rire, ils doivent sentir le poids de la culpabilité. Le corps et l'âme comme principes des comportements sont l'objet de l'intervention punitive qui tente de les rendre dociles.

¹ Jhon Jairo ORREGO : « El drama humano en las carceles ». P.18

D'après notre travail de terrain, nous avons pu constater que l'application des programmes de resocialisation est très limitée. Parfois, il n'y en a pas du tout. Le personnel administratif interrogé sur l'absence de ces programmes nous répond en majeure partie que les budgets manquent, qu'il n'y a pas d'argent, que les rares budgets alloués à ces programmes sont donnés aux prisons de plus grande taille. Il y a donc un écart entre les fonctions de la peine, définies selon le Code Pénal, et le déroulement de la peine dans les institutions pénitentiaires et carcérales. Les adultes semblent définitivement pervertis. A qui profite l'échec de la resocialisation ? Ces discours légitimant l'échec de la resocialisation relève du double discours, en ce sens qu'il dissimule une autre réalité. Outre quelques problèmes liés à des dysfonctionnements de l'Inpec en raison de conflits internes, ces énoncés ne font que dissimuler une réalité gênante.

Le droit au travail dans les prisons colombiennes est détourné à leur profit par les groupes dominants. C'est surtout un instrument de la mafia, du groupe dominant dans la prison comme le souligne le témoignage suivant : « Tu étudiais, et tu assistais (aux cours), mais on ne te comptait pas. Il n'y avait même pas de comptabilité. Tu travailles, mais ça ne change rien. Ou plutôt pour étudier ou pour apprendre pour soi-même, mais non, il n'y avait aucun registre qui dit, bon, messieurs X, Y, ont une remise de peine. Non. Ceux qui payaient étaient ceux qui avaient les remises de peine. Sans rien faire. ¹»

Les groupes dominants en prison sont de véritables mafias. Les réseaux mafieux sont composés par des détenus et des fonctionnaires de l'administration pénitentiaire qui organisent un véritable racket au sein des prisons et contrôlent l'ensemble des acteurs carcéraux par la loi du silence. Aussi, la mafia développe plusieurs stratégies pour s'enrichir, mais aussi pour bénéficier des avantages fixés par la loi. Il faut savoir qu'en Colombie, pour un mois de travail, il y a douze jours de remise de peine, selon les témoignages que nous avons recueillis. Aussi, avec l'argent que la mafia ponctionne aux autres détenus, les détenus mafieux se paient des remises de peine et peuvent corrompre les fonctionnaires.

¹ « estudiabas, y asistias, pero no te han notado. Ni te hacian contaduria. Trabajas, pero da lo mismo. O sea por estudiar, o sea por aprender usted, pero no, no se hacia ningun registro que dice, bueno, señor X, Y, estan descontando, no. Los que pagaban, eran los que se descontaban. Sin estar haciendo nada. »

Ceci est risible, d'autant plus quand on connaît la devise de l'Inpec : 'Manos limpias, corazon firme' (mains propres, cœur ferme). Quoique le cœur lui est bien dur. Décidément la morale est une stratégie destinée à assujettir les classes populaires. Dans un pays où il y a un contexte de violence généralisée, où le taux de chômage atteint 18% de la population, il semble évident que ce n'est pas aux détenus que l'on va offrir du travail. La seule manière de les rendre utiles c'est de les faire participer à un système de production. La prison, supposée faire respecter la loi, est en fait, de par son organisation même, une institution hors-la-loi. Quelles sont les fonctions de la prison ? Que peut produire une institution hors la loi ?

2 – L'enfermement

D'après nos différents entretiens, pas un seul acteur du monde des prisons ne croit à la resocialisation, pas un seul, sur un échantillon très large (plus d'une centaine de personnes, je prends aussi en compte les discussions informelles). Il y a deux points de vue qui font l'unanimité chez les différents acteurs du monde carcéral : il n'y a pas assez d'argent, il n'y a pas de resocialisation par la privation de liberté, c'est-à-dire par l'enfermement. Alors quand je demande aux fonctionnaires à quoi sert la prison, tous me répondent que la fonction de la prison est de séparer les individus dangereux du reste de la population. Il faut éviter la contamination. La lèpre. Comment évite-t-on la propagation de la lèpre ?

Un des gardes avec qui je me suis entretenu¹ m'explique qu'il fait son métier pour des raisons économiques (il paie ses études d'économie de cette manière, et ne peut s'offrir qu'un semestre d'étude par année) depuis 9 ans. Son métier lui plait parce que dans un pays si violent, avec tant de délinquance², il trouve que c'est utile pour la société. En effet, l'enfermement est utile. Mais pour qui ? Par la prison, on s'assure de quelqu'un. Pour éviter que la lèpre ne se propage, on isole l'individu, on l'enferme. Le régime disciplinaire se caractérise par un certains nombres de techniques coercitives qui s'exercent selon un quadrillage du temps, de l'espace, et des mouvements des individus, et investissent particulièrement les attitudes, les gestes, les corps.

Clôturer un lieu, même si ce n'est pas suffisant, est un principe constitutif de l'enfermement disciplinaire : il permet de spécialiser un lieu, de le distinguer d'un dehors, qui constitue la

¹ Je n'ai pas pu enregistrer cet entretien, mais le garde m'a autorisé à prendre des notes.

² Ce sont ces propos, je dispose des notes. Mais il faut noter que son père est policier du DAS.

marge, mais aussi la référence : le monde de la liberté. Les prisons sont aussi différenciées selon le type d'individu qu'elles reçoivent, c'est-à-dire qu'il y a une normalisation de la dangerosité des délinquants. Les plus dangereux, ceux qui sont condamnés aux plus longues peines selon la Loi, vont dans des centres pénitenciers de haute sécurité, comme la Picota¹, par exemple. Dans un premier temps, il y a donc constitution d'une population homogène, qui fait l'objet de stratégies d'ensemble. Selon chaque peine, chaque punition. Mais cette homogénéité est aussi utilisée par les détenus pour défendre des intérêts communs, qui transcendent les différences les plus extrêmes. Il n'est pas rare de voir des paramilitaires et guérilleros unis dans la lutte contre un ennemi commun : l'institution carcérale. Les détenus, quelle que soit leur identité, partagent des conditions de vie communes, extrêmement violentes qui conduisent parfois à des émeutes collectives.

De même, les gardiens et le personnel administratif subissent les contraintes de l'enfermement. Les acteurs du monde carcéral ont alors souvent recours à des tactiques similaires pour supporter les conditions de vie : usage de stupéfiants, d'alcool, etc. L'enfermement est un système punitif dont la violence n'épargne pas les plus faibles :

« (...) L'annexe, oui, mais de toute façon, toutes les personnes qui sont mal dans leur tête, ne, ne sont pas toutes dans cette annexe. Les personnes qui étaient avec nous (silence), il y a des personnes qui commençaient à marcher, parler tout seul, qui tiraient sur les autres. Si le problème était lié à la (sa) femme, (silence) enfin, comment je peux te raconter ce jour ? Un jeune homme disait : 'je vais la tuer, je vais la tuer, et avec une arme :pan', pan', en parlant tout seul. Il y en avait aussi qui tiraient sur les avions. Non, il y avait...il y avait des choses qui, qui, enfin qui font mal ou rendent triste, et personnellement, je me disais 'pourvu que jamais je ne devienne comme ça, ou plutôt personne faible de caractère.

- Oui, plus fragile.

- Oui, des personnes qui n'ont pas su supporter l'enfermement. ²»

¹ Picota signifie pilori, je crois l'avoir déjà dit.

² - : El Anexo, si, pero de todo modo, no todas las personas que estan mal de su cabeza no, no estaban todas en ese anexo. Las personas que estaban con nosotros,(silencio) hay personas que empezan a caminar, hablar sola, e asi, que les disparan a las personas. Si el problema fue por la mujer, (silencio), que puedo decirle ese dia ? Un muchacho decia te la voy a matar, te la voy a matar, y con una arma : pa'pa', y hablando a solas. Hay que le disparaban a los aviones. No habian ... habian cosas que, que, o sea que le hacian daño o tristeza, y personalmente, yo decia 'ojala nunca yo me voy a volver asi', o de pronto, persona debil de mente o (silencio).

- : Si, mas fragil.

- : Si, personas que no supieron soportar el encierro.

Le thème de la folie dérange. Les contraintes de l'enfermement carcéral sont tellement violentes que la capacité de subjectivation des détenus est parfois neutralisée. Dans ce cas, ils ne se réapproprient plus le monde dans lequel ils sont, ni leur corps, ni leur esprit. Certains ne résistent pas, et, exténués et meurtris dans leur corps, ils sombrent dans la folie, seule issue alors pour continuer de survivre dans un monde devenu trop contraignant, insupportable. La folie dans les centres de détention, est cette ligne du dehors, mais à l'intérieur même de la prison, une marge dérangeante venue de l'intérieur même de la prison. Elle sert aussi de référence, de norme, mais c'est la référence vers le bas, le pire, ce qu'il faut éviter. Et c'est un savoir que les détenus retiennent de cette 'ligne'. La dernière phrase du témoignage le souligne : « personas que no supieron soportar el encierro ». Supporter l'enfermement relève de la tactique guerrière. Ils faut trouver ses 'armes' (au propre comme au figuré). C'est continuellement la guerre dans la prison. Et la guerre est violente, elle n'épargne pas. La guerre comme stratégie plus infailible que la justice. Elle est plus diffuse.

3 – Les visites

Les contacts avec l'extérieur sont surveillés et contrôlés. Les « visiteurs » qui entrent dans une prison sont examinés¹. Nous considérons « visiteur » toute personne qui se rend à la prison les jours prévus par la loi, soit chaque dimanche pour les femmes et chaque samedi pour les hommes, et un dimanche 'tout les quarante' – « la Cuarenta » - pour les enfants accompagnés d'une femme (c'est-à-dire une fois tous les quarante jours). Nous parlerons surtout des femmes et un peu des enfants et des hommes (les hommes visiteurs sont beaucoup moins nombreux). Un dimanche, je me suis rendue à La Modelo (Bogota) pour rencontrer un détenu de nationalité espagnole.

C'était un de ces dimanches où les enfants ont le droit de venir. Il y avait une file, de plusieurs centaines de mètres, de femmes en ligne les unes derrière les autres et des ribambelles d'enfants qui courraient partout, criaient, pleuraient, jouaient. A la Modelo, ces jours-là, plus de vingt-mille visiteurs rentrent dans la prison². J'avais moi-même le numéro 3452, c'est-à-dire qu'il y avait devant moi 3451 femmes. On ne tamponne pas les enfants.

¹ Nous pensons principalement au prison sous la responsabilité de l'Inpec.

² INREDH : « Conferencia Regional sobre la Situacion Carcelaria en la Region Andina »P.68, Quito.

Qu'est-ce que tamponner ? C'est vous marquer comme un animal. Vous faites la queue et des gardiens remontent la file et vous tamponnent divers insignes sur le bras : un numéro, encre noire ; un tampon de la prison en général noir, et on vous tamponne (mais ça c'est après) un liquide invisible que seuls les gardes peuvent lire avec une lampe similaire à celles pour détecter les faux-billets. Il y a là un tas d'informations qui seront contrôlées, surveillées : date d'entrée, nom de la prison, ordre d'arrivée de la visiteuse (numéro noir). C'est à dire que ces tampons sont des techniques de guerre : on assujettit, bouscule, soulève, votre corps continuellement et cela avec comme prétexte de lire toutes ces informations. On trouve-là l'occasion de vous examiner 'sous toutes les coutures'.

Mais il y a des prétextes plus étonnants encore. Si une gardienne « inspecte » (il faut le dire, entre carrément sa main) dans votre sexe, c'est parce que certaines femmes y introduisent des objets étonnants tels que grenades, pistolets, bouteilles d'alcool... Enfin bien sûr, c'est une façon de criminaliser les femmes car ceux qui entrent le plus de produits illicites ce sont les gardiens. C'est aussi pour ça que la jupe est obligatoire et les collants interdits : c'est pour gagner du temps : les femmes les unes derrière les autres subissent le tact vaginal. La discipline est une technique pour ajuster le corps et la production. Il n'y a aucune discrétion, tout le monde voit tout, y compris les gardiens de sexe masculin qui vous attendent plus loin pour un autre contrôle. Imaginez 7000 femmes à fouiller ainsi, c'est du boulot !!!

Et surtout c'est une technique d'assujettissement. Quand vous êtes visiteur on vous maltraite dans votre corps. Le corps est attaqué par le pouvoir. Le pouvoir lui fait violence, le rend objet de tout un art de la répression. Même les enfants sont parfois soumis au sadisme de certains gardes. Les gardiennes ne leur font pas de 'tact' (tacto) évidemment, mais soulève les couches, enlève les gilets... Les enfants n'ont pas de traitement de faveur, ils ont un traitement adapté. Votre corps est littéralement marqué. J'ai une anecdote à ce propos. Un soir je sors avec des amis et nous allons danser. Nous sommes dans un quartier populaire. Soudain, je remarque des regards étranges. Ils fixent mon bras. La lampe de la cave où nous étions éclairait le tampon 'invisible'.

Ces marques font signe. Elles vous tatouent et sont propices à la stigmatisation jusqu'en dehors de la prison. Mais bien souvent les classes populaires se ré-approprient les connotations que l'uniforme imposé véhicule. Quand vous prenez le bus, un dimanche très tôt et que vous voyez une femme en jupe avec un sac de nourriture à la main, il y a de fortes

chances qu'elle se rende à la prison. Et les femmes se remarquent entre-elles, quand on descend du bus, on est déjà plus seule, on s'accompagne. Le sac tout comme le récipient qui contient la nourriture sont obligatoirement transparents, l'œil doit pouvoir remarquer une anomalie tout de suite, comme dans l'idéal d'une société transparente à elle-même.

La nourriture est également contrôlée, vous mettez vos sacs sur une grande table et les gardiens remuent la nourriture avec un bâton pour être certains qu'il n'y ait pas d'objets illicites. Pour faciliter la tâche aux gardiens, la nourriture est le plus souvent standardisée : on vous laisse amener du riz et de la viande (quoique parfois certaines viandes sont exclues, comme le poulet, en raison des os mais surtout parce que parfois il est vendu sur place beaucoup plus cher). Les fruits sont interdits parce que les détenus font de l'alcool avec. Enfin, ça ne change pas grand chose, sauf que les détenus boivent de l'alcool de riz. Tout est fait pour vous casser, un des grands ennemis du pouvoir, ce sont les femmes. La guerre, toujours la guerre.

Quand vous sortez de la prison, des enfants vous proposent de vous nettoyer ces tampons avec des produits spéciaux. Il y a tout un commerce illicite qui se développe autour des prisons, qui permet à des « *gamines* » ou des vendeurs ambulants de survivre. Il permet aussi aux femmes de contrecarrer les effets du pouvoir, on achète une cigarette, on mange une 'arepa' (galette), on discute, bref, le temps passe plus vite, et ce sont de bons prétextes pour sortir de la file. Si on ne retrouve pas « sa place », on se ré-approprie le marquage animalier des gardes en en faisant une subtile tactique de guerre : on demande aux autres femmes leur numéro, et l'on peut se ré-introduire dans la chaîne imposée, tout en gardant un espace d'autonomie. Utiliser la même arme que l'ennemi, la renverser. Répondre au pouvoir. Ce sont de multiples intérêts qui convergent et qui forment des contre-pouvoirs, toujours mouvants et donc toujours potentiellement révolutionnaires.

Il y a une sorte de services proposés autour des prisons très intéressante : on vous loue des jupes et des sandales qui répondent aux normes mais qui n'ont rien de standardisées, surtout au niveau des coloris... il faut dire que les vêtements de couleurs sombres sont interdits, tout comme les capuches. Si on vous loue des jupes, ça veut dire qu'il faut bien laisser vos affaires quelque part. On vous loue aussi « la consigne de vos affaires », et on vous prête un espace pour se changer, le plus souvent une bâche en plastique, voire rien, mais on sait que l'espace sert à ça. De toutes façons, dans quelques heures, tout le monde se verra tout nu, alors ? La

consigne, c'est un sac plastique avec un numéro et vos affaires dedans. Imaginez environ 2500 sacs en plastique comme ça. Les uns sur les autres. Et bien, je n'ai jamais perdu mes affaires.

Le corps des femmes qui vont de visite est mis à nu. Violé. Mais les femmes développent de nombreuses stratégies pour subjectiver les violences qui leur sont faites. Elles ne parlent pas « del tacto », ça se sont les gardiennes qui utilisent ce mot. J'illustre par un exemple. Un jour où j'allais à La Picota avec une femme, elle rencontre une amie et nous restons ensemble. Nous passons les divers 'barrages' (contrôle), qui ont tous une fonction précise, et nous arrivons dans la pièce où les gardiennes nous attendent. Quand nous sortons de la pièce (collective), elles me disent : « te lo han hecho tambien » (elles te l'ont fait aussi), le « lo », est difficilement traduisible en français et le détail est là. Le « lo », ce n'est pas « le », ou « la ». Le « lo » c'est la chose. En n'utilisant pas le mot « tacto », les femmes objectivent cette violence qui leur est faite, ce qui leur permet de se ré-appropriier leur corps. Le 'lo' rendait possible un phénomène de subjectivation, au sens où ces femmes se reconstruisaient en tant que sujet d'elles-mêmes, de leur propre corps. Elles étaient maîtres de leur corps, et guerrières dans l'âme. De plus, dans cette phrase « elles te l'ont fait », elles m'initiaient aussi à la grande solidarité féminine carcérale, qui a fait trembler les murs des prisons colombiennes plus d'une fois, et si j'ose dire, tous les dimanches.

Les détenus le disent, 'les visites, c'est sacré' (lo sagrado de la visita). Et quand les visites arrivent, les murs tremblent, un grondement sourd monte. Les femmes sont accueillies, à La Modelo, dans un vacarme étourdissant, les détenus appellent leurs femmes, hèlent une prostituée, sifflent, tapent dans les barreaux. C'est jour de fête. C'est jour de fête parce que les femmes permettent à tous ceux qui n'appartiennent pas aux groupes mafieux de survivre. Ce sont elles qui apportent la meilleure nourriture de la semaine, l'argent nécessaire pour louer un endroit où dormir, etc. Elles apportent surtout leur féminité, leur réconfort, et cela passe bien sûr par la sexualité. Car les femmes ont accès à la prison entière pour ainsi dire. Comment pourrait-il en être autrement avec une telle surpopulation carcérale, un tel « hacinamiento » ?

Le pouvoir sait bien que les femmes sont un acteur dangereux. Elles mènent souvent des actions de protestations dans les prisons colombiennes, en refusant de sortir par exemple. Imaginez une prison avec 20 000 individus : c'est une poudrière. Et le pouvoir le sait bien, et

il va développer toutes les stratégies et tactiques pour ne pas perdre cette guerre. La fête s'arrête. La fête s'arrête quand les femmes s'en vont et que les enfants pleurent. La sortie de la prison est un stratagème. Vous repartez en sens inverse et subissez de nouvelles attaques. On vous oblige à forcer le pas, plus vite, plus vite avant que ça n'explode. La tension est à son comble. Les détenus s'apprêtent à retrouver la dure réalité de l'incarcération. Les femmes leur combat solitaire dans la vie quotidienne.

Les nerfs sont à bout et tout est fait pour jouer avec, jusqu'à la limite. C'est ça gagner la guerre pour le pouvoir. Alors il faut vite sortir les femmes des patios, pour pas qu'elles n'y restent, mais en plus il faut rendre le départ encore plus douloureux : des gardiennes longent les files et tirent vos cheveux. On ne sait jamais, si c'est un détenu qui s'est déguisé pour s'évader (je ne rigole pas, c'est la raison invoquée). Dans certaines prisons, comme à La Picota, ça n'existe pas. Parce que la Picota est une prison pour longues peines et que peu d'histoires d'amour survivent à 20 ans d'incarcération. De ce fait, il y a moins de femmes et le peu qui viennent ne représente pas une menace.

En revanche, à La Modelo, les femmes sont dangereuses. Quand vous sortez du patio, on vous entasse dans une enceinte, pour vous remettre vos papiers d'identité. La tension monte vite, car après s'être fait tirer les cheveux, on a envie de rendre le coup. Mais le pouvoir le sait, il fonctionne de la même manière. Alors il vous attend cérémonieusement. Des brigades spéciales encerclent la prison, ils sont aussi nombreux que nous. Alors le pouvoir fait attendre, il faut que le temps soit lourd. Il faut faire monter la violence, pour la réprimer mais aussi parce qu'elle est utile. Il faut diviser les femmes. Alors on accorde certains privilèges à quelques unes. Elles vont sortir plus vite, elles ont payé pour ça. Et les autres vont s'énerver.

Si le pouvoir veut punir les détenus, il jouera sur ce qui les affecte le plus. La visite, c'est l'instrument du pouvoir qui permet de faire du chantage aux détenus. De leur faire mal. C'est aussi le moyen de les culpabiliser, de les torturer, en violant leur femme. Parce que les détenus le vivent comme ça, comme le viole de leur femme : « et se rendre compte de la manière dont on vous fouille »¹. Les détenus en sont plus affectés que les femmes il me semble. Aussi pour punir un détenu, on le prive de visite. Il faut d'ailleurs savoir que tous les « êtres indésirables », ceux que personne ne veut montrer les jours de visite, sont enfermés bien à l'abri des regards. La prison construit aussi ces monstres. Et les monstres de la prison

¹ « Y darse cuenta como las requisan .»

sont ceux qui n'ont rien, pas de visite, donc rien. Ils sont en état d'assujettissement total, privés de tout, nourriture, eau, sommeil (étant donné les conditions de vie). Voir le « Tunnel » de la Modelo, c'est voir l'enfer sur terre.

C'est que la visite permet aux détenus de survivre. La nourriture est insuffisante pour tous les détenus. Les plus riches, achètent de la nourriture dans les restaurants internes des prisons (caspete), les plus démunis ne mangent pas souvent. Le corps est dressé. Pour manger ce que propose l'administration, il faut faire la queue pendant des heures, en files. Pour une nourriture infecte. Dans toutes les prisons les détenus tombent malade en raison de ce qu'on leur sert à manger : riz fermenté, traces de déjection dans la nourriture, cafards. Il faut être affamé pour manger ça. 4000 personnes font la queue à La Modelo pour manger :

« Pour manger, des files impressionnantes. Tu te retrouves souvent sans nourriture. C'est dégueulasse, et la manière dont ils te la servent, l'hygiène et tout ça, elle est mauvaise¹ »

Les personnes qui vont de visite permettent à la majeure partie des détenus de survivre. Tout s'achète en prison, la mafia vend tout ce qui est vendable. Pour dormir par terre dans un couloir, il faut payer environ 400 000 pesos par semaines, plus 2000 pesos pour un ticket de loterie qui est obligatoire (loterie des détenus) et toujours perdant. La surpopulation carcérale permet d'entretenir les détenus dans des rapports de classe qui seront amplifiés. Les pauvres vendent leur force de travail aux mafias qui peuvent la leur payer (différentes tâches comme laver le linge, les cellules, mais aussi pour les transsexuels vendre leur corps). Ceux qui ont de l'argent achètent les restaurants de la prison, parfois ce sont aussi des gardes, mais c'est toujours la mafia qui contrôle toutes les activités lucratives de la prison, qu'elles soient légales ou illicites. Ceux qui n'ont rien sont totalement assujettis. Voici un témoignage intéressant (cet ancien détenu me raconte son premier jour en prison) :

« Nous rentrons (dans les patios) et là, il n'y a déjà plus d'uniforme, seulement des prisonniers. Et à cette époque, il y avait ou, ceux qui faisaient la loi, c'étaient les Autodéfenses. Les paramilitaires. A peu près soixante personnes sont arrivées. Et ils me dirent tout de suite «il faut payer 400 000 pesos (silence) pour dormir dans un couloir. Ou sinon, ceux qui n'ont rien vont au Tunnel». Ils l'appellent comme ça. Dedans il entre beaucoup

¹ « Para la comida, unas filas impresionantes. Muchas veces, te quedas sin comida. Es pesima, y en la forma que la sirven, y como la higiene y todo eso, es mala, »

de gens. Alors le Tunnel c'est un endroit d'à peu près 2m20 de haut, un mètre de large et une vingtaine de mètres de long ou une quarantaine. Et c'est obscur. Ce sont ceux qui n'ont pas d'argent qui vont là-bas.

- Ou ceux qui n'ont pas de relation

- Ou ceux qui ne reçoivent pas de visite, et alors là, après (silence). Moi quand j'ai vu ce « tunnel », eh bien, dormir là-bas sans pouvoir bouger, et à peu près 200, 250 personnes dormaient là-bas, alors... ¹»

Une loi a été adoptée depuis mars 2004 qui interdit aux visiteurs de faire rentrer de l'argent. Officiellement, c'est pour éviter la corruption, officieusement, tous les acteurs du monde carcéral savent bien que ça renforce les groupes dominants qui auront toujours les moyens de recevoir de l'argent sous une forme ou une autre. Les 'caspètes' aussi risquent d'être fermés. Comme toujours ce sont les plus pauvres qui subissent le plus cette répression du pouvoir : A la Modelo, dans le patio de la délinquance commune, il n'y avait pas 1cm de sol non occupé. Cela a d'ailleurs été un facteur important dans les massacres de 1997 et 1999. Ces massacres résultent de l'opposition entre les groupes dominés et les dominants. Les dominés se sont rebellés.

¹ :- entramos, y ya no es uniformados, solamente, presos. Y pues en ese tiempo, andaba, o sea los que ponian la ley, eran las autodefensas. O sea los paramilitares. Llegaron aproximamente una sesenta personas. Ya dijieron que toca pagar 400 000 pesos (silencio) por dormir en un pasillo. O sino, los que no tuvieron iban para el tunel. Asi como le llaman(...) Alla entra harta gente. Entonces, (el tunel) es un lugar de unos dos metros veinte por alto, por un metro de ancho, y de largo, por ahí, unos (silencio), unos veinte metros o unos cuarenta metros. Y es oscuro. Y ahí estan las personas que no, que no tienen plata.

- : O que no tienen relaciones o...

- : O que no les llega visita, y entonces, ya despues (silencio). yo, al ver ese tunel pues, dormir alla sin poder moverse. y dormian aproximamente 200, 250 personas. Pues, ...

4 – Le panoptisme

C'est le pouvoir coercitif qui attribue une identité au détenu selon son rang, sa place. Les détenus sont interchangeables puisque chacun se définit par l'écart qui le sépare des autres et par un numéro d'écrou. La standardisation permet d'instaurer la norme. Elle se fait par différenciation. Elle hiérarchise. Il s'agit de rendre le pouvoir plus efficace, plus rapide : l'observation des détenus et leur repérage est facilité. Les disciplines organisent des cellules, elles sont individualisantes. L'enfermement et la répartition des détenus sont des techniques qui permettent d'objectiver les détenus.

De ce fait, l'emprise du pouvoir sur les corps est plus efficace. Le corps devient l'objet du pouvoir de coercition et vise à assujettir l'individu, à le rendre docile. L'objectif est de neutraliser la capacité de subjectivation du détenu, afin d'empêcher toute autonomie du sujet. Dès son arrivée en prison, le pouvoir marque de sa puissance normalisatrice les individus, comme le souligne ce témoignage¹ :

« ils nous ont tondus, ils nous ont fait passer par les machines², ils ont passé les affaires de chacun par la machine, et après, on entre tout de suite dans les 'patios' et tout de suite, ils nous répartissent : bon, vous vous allez dans tel patio, vous dans tel patio, dans le quatrième, le cinquième, le un, le deux. Vous vous allez à l'annexe³. »

Ces quadrillages de l'espace, du temps, des activités renvoient à une tactique du pouvoir carcéral pour assujettir les individus. Les 'moins dangereux' vont dans les centres de détention municipaux, comme à Caloto. Au sein même de chaque prison, un autre quadrillage a lieu : on sépare les délinquants en fonction du type de délits commis et on les répartit dans un patio spécifique. D'une façon générale les instances de contrôle fonctionnent sur un mode de classification binaire (les fous qui vont à l'Annexe et les non-fous qui vont dans les différents patios) et de stigmatisation, ainsi que par une répartition différentielle imposée par le pouvoir coercitif. Ce sont des tactiques qui rendent l'individu davantage visible et plus facilement observable, repérable.

Ces mécanismes de surveillance permettent également de prélever des informations. L'objectivation rend possible la construction d'un savoir sur la délinquance. La prison est un

¹ « nos pelaron, nos pasaron por la maquinas, pasaron las pertenencias de cada uno por la maquina, y despues, ya entramos a los patios. Ya repartiendonos : bueno, usted va para tal patio, usted para tal patio, usted para tal patio, para el cuarto, el quinto, el uno, el dos. Usted va para el anexo. »

² Les machines : ce sont les détecteurs à métaux, mais je garde la traduction mot à mot, qui est évidemment plus signifiante.

³ L'annexe est une zone réservé pour les cas qui relèvent de la psychiatrie.

laboratoire d'observation. Ces observations sont notées, enregistrées, classées. La tactique disciplinaire permet de lier le singulier au multiple, ce qui renforce le pouvoir, le multiplie. La discipline vise à mettre les individus à la place où il seront le plus utile. Nous avons déjà vu que le délinquant est considéré comme un lépreux, mais traité comme un pestiféré.

Les institutions carcérales sont aussi un laboratoire d'inventions. Les détenus créent des espaces de liberté au sein de la prison. Ces espaces sont le plus souvent invisibles en tant que tels, car ils doivent s'adapter aux stratégies et aux tactiques du pouvoir. Ils se greffent donc le plus souvent sur les espaces aménagés par le pouvoir. Les détenus ont une capacité étonnante à se réapproprier le monde dans lequel ils vivent. Ils parviennent aussi à jouer de ce jeu de lumière, entre le visible et l'invisible, pour se créer des espaces d'autonomie. Les détenus s'organisent et créent des réseaux de solidarité qui leur permettent de contrecarrer les effets des hiérarchies. Les pouvoirs et contre-pouvoirs se répondent sans cesse.

Le discours de la discipline est étranger à la loi, ou à celui de la règle juridique dérivée de la souveraineté : elle produit un discours sur la règle naturelle, c'est-à-dire la norme. Les procédés disciplinaires s'exercent davantage sur les processus de l'activité plutôt que sur ses résultats. Les processus à l'œuvre dans la discipline sont corrélatifs d'un nouveau savoir. La prison est éminemment productrice. Les dispositifs disciplinaires renvoient à une économie politique du corps, mais aussi du corps social. Ce ne sont pas seulement des processus négatifs qui répriment. Ils participent pleinement au fonctionnement de la société.

Processus d'accumulation des hommes et d'accumulation du capital ne peuvent pas être séparés. Les procédés disciplinaires font le joint entre ces deux processus. La discipline est le procédé technique unitaire par lequel la force du corps, comme contre-pouvoir potentiel, est neutralisée et maximisée comme force utile. La croissance de l'économie capitaliste semble avoir rendu inévitable l'émergence des disciplines, comme technique d'ajustement des corps au système de production, comme en témoigne ne serait-ce que la division du travail.

Les disciplines peuvent être analysées comme un effet de la transformation des pouvoirs qui investissent les corps. Le projet d'une société panoptique donne naissance à de nouvelles tactiques, tant de domination que de résistance. Les systèmes punitifs concrets que sont les prisons sont des mécanismes criminophages et criminogènes. Ils reproduisent la « nourriture » dont ils ont besoin pour fonctionner et criminalisent la population carcérale,

mais aussi les visiteurs. Les prisons colombiennes reproduisent la délinquance. Tous les acteurs du monde carcéral sont unanimes : « Uno sale peor » (on en sort pire).

CONCLUSION

Les prisons, en tant que système punitif, sont des instruments de domination de classe. Elles sont un lieu où s'exercent des techniques qui permettent de stigmatiser une partie de la population, les classes populaires. Les prisons colombiennes développent une technologie du pouvoir spécifique, où une multitude d'acteurs relaient ce pouvoir et le démultiplie. Le pouvoir est d'autant plus fort qu'il est diffus. Aussi, nous pouvons voir dans les prisons un élément apparemment démocratisant : la même peine pour tout le monde (la prison, dont le temps de la peine est modulable selon l'individu). Mais cela ne prend pas en compte l'extrême diversité des micro-pouvoirs qui jouent un rôle de « contre-droit ».

La prison colombienne joue un rôle prépondérant dans l'ensemble de la société. Elle permet de reproduire des normes au delà de ses enceintes. La population carcérale est criminalisée, ainsi que leur plus grand allié : les femmes qui se rendent de visite. Le pouvoir marque leur corps de signes distincts, qui pourront être interprétés par d'autres acteurs (police, armée...). En imposant une tenue vestimentaire aux femmes, on leur impose un uniforme. Mais les classes populaires font preuve de créativité pour se soustraire du contrôle du pouvoir, et développent divers stratagèmes pour le 'tromper' ou l'utiliser. Les processus de subjectivation jouent un rôle important : ils permettent à ces acteurs de se ré-appropriier leur corps, leur esprit. Ils permettent aussi à ces acteurs de créer des espaces d'autonomie, y compris à l'intérieur de la prison.

Les prisons sont donc productives d'une multiplicité d'éléments tels que concepts, dispositifs de sécurité, vocabulaire spécifique, écriture, etc. Les systèmes punitifs ne sont donc pas seulement répressifs. Ils sont le cœur de la délinquance, de la criminalité. Les prisons, en enfermant les infracteurs dans un milieu clos, dans des conditions de détention qui relèvent de la survie, professionnalisent les délinquants en criminels organisés, les contrôlent, les produisent, les utilisent. Les prisons permettent de donner une forme particulière à la violence : les classes populaires sont stigmatisées et combattues sans cesse par le pouvoir. Le pouvoir essaie de les normaliser.

C'est la guerre. Chacun développe des tactiques d'attaque et de défense, qui produisent à leur tour toute une technologie du pouvoir. Les classes populaires maîtrisent aussi l'art de ce jeu de regard, entre le visible et l'invisible. Ils donnent de nouveaux sens aux signes, aux marquages du corps imposés par le pouvoir : ils se réapproprient leur vie, dans un système

biopolitique dont la rationalité est envahissante. Au travers de signes visibles pour eux, invisibles aux yeux du pouvoir, parce qu'ils se greffent sur les différenciations établies par le pouvoir, les prisonniers et leurs proches se constituent en tant que classe solidaire, dont la force réside principalement dans leur quantité, mais aussi dans la technologie développée.



BIBLIOGRAPHIE.....

SOCIOLOGIE ET PHILOSOPHIE.....

ARENDET, Hannah (1961) : « *Condition de l'homme moderne* », Calmann-Lévy, Paris.
(1969) : « *Du mensonge à la violence* », Calmann-Lévy, Paris.

CASTEL, Robert (1995) : « *Les métamorphoses de la question sociale* », Fayard, Paris.

CUCHE, Denys (2001): « *La notion de culture dans les sciences sociales* », Ed. La Découverte, Paris.

DUSSEL, Enrique (1998): « *Etica de la liberacion. En la edad de la globalizacion y de la exclusion* », Ed. Trotta, Madrid.

FOUCAULT, Michel (1974-75) : « Les anormaux », Cours au Collège de France, Ed. Gallimard et Le Seuil, Paris.

HEGEL : « *La phénoménologie de l'esprit* », Calmann-Lévy, Paris.

REICH, Wilhelm (1972) : « *La psychologie de masse du fascisme* », Petite Bibliothèque Payot, Paris.

TOURAINE, Alain(1988) : « *La parole et le sang. Politique et société en Amérique Latine* », Ed. Odile Jacob, Paris.

WEBER, Max : « *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme* »
(1959) « *Le savant et le politique* », Plon

SUR LA COLOMBIE.....

CAMACHO GUIZADO, Alvaro (1991) : « *Cinco tesis sobre el narcotráfico y la violencia en Colombia* », Revista Foro, n°15, septembre.

DUREAU, BARBARY, GOUËSET, PISSOAT (2004) : « *Villes et sociétés en mutation, Lectures croisées sur la Colombie* », Anthropos, Ed. Economica, Paris.

GONZALES, BOLIVAR, VASQUEZ (2002) : « *Procesos regionales de Violencia y configuración del Estado* », Informe final, CINEP, Bogotá.

GUZMAN CAMPOS, German (1962, 2° édition) : « *La violencia en Colombia* », Editorial Antares, Bogota.

MEDINA GALLEGO, Carlos (1990): « *Autodefensas, paramilitares y narcotráfico en Colombia, Origen, desarrollo y consolidacion. El caso Puerto Boyaca* », Bogota.

MONTENEGRO A., POSADA E. (2001) : « *La violencia en Colombia* », Alfaomega S.A., Bogota.

PECAUT, Daniel (2001) : « *Guerra contra la sociedad* », Ed. Planeta Colombiana S.A., Bogota.

PECAUT, Daniel (1987): « *Crise, guerre et paix en Colombie* », in : Problèmes de l'Amérique Latine, n°84, Paris.

SALAZAR, Alonso (2001) : « *La parabola de Pablo, Auga y caida de un gran capo del narcotrafico* », Edition Planeta, Bogota.

SAULOY, Mylène (1988) : « *Colombie : Drogue, Mafia, Pouvoir – 1970/1985* », thèse de doctorat, sous la direction de J.JONCHOL et C.GROS, Iheal, Paris.

TORRES RESTREPO, Camilo (1963) : « *La violencia y los cambios socio-culturales en las areas rurales colombianas* », Bogota.

URIBE, M.V. (1990) : « *Bipartismo y masacres en el Tolima durante la violencia* », Analisis n°4, pages 23-28, CINEP, Bogota.

SUR LES PRISONS.....

ACOSTA MUNOZ, Daniel (1996): « *Sistema Integral de Tratamiento Progresivo.* », Bogota, INPEC.

AMOUROUX, Charles et BLANC, Alain -sous la direction de- (2001) : « *Erving Goffman et les institutions totales* », L'harmattan, Paris.

BECCARIA, C. DE (1764): « *Des délits et des peines* », Flammarion, Paris.

BEDOYA LIMA, Jineth (2000) : « *Los patios del infirno* », Editorial Carrera 7A Ltda, Bogota.

CHAUVENET, ORLIC, BENGUIGUI (1994): « *Le monde des surveillants de prison* », PUF, Paris.

CHRISTIE, Nils (1993) : « *L'industrie de la punition* », Edition Autrement, France.

COMBESSIE, Philippe (1996) : « *Prisons des villes et des campagnes* », Ed. de L'Atelier, Paris.

COMBESSIE, Philippe (2001) : « *Sociologie de la prison* », Ed. La Découverte, Paris.

FAVARD, J (1994): « *Les prisons* », Flammarion, Paris.

FOUCAULT, Michel (1975): « *Surveiller et punir* », Gallimard, Paris.

GOMEZ CASTRO, Rodrigo (2000): « *Bellavista, Mito o realidad?* », Siglo 3000, Medellin.

JACQUART, Albert (1993): « *Un monde sans prisons ?* », Editions du seuil, Paris.

OIT - Section française : « *Prisons : un état des lieux* », L'esprit frappeur n°72, 2000.

ORREGO, John Jairo (2001): “*El drama humano en las cárceles. La realidad del sistema carcelario y penitenciario colombiano*”, Editorial Nuevo Milenio, Medellín.

PEREZ GUADALUPE, José Luis (2000): « *La construcción social de la realidad carcelaria* », Siklos, Lima.

ROSTAING, Corinne (1994) : « *La relation carcérale* », P.U.F, Paris.

VASSEUR, Véronique (2000): « *Médecin-chef à la prison de la Santé* », Ed. Le Cherche-Midi, Paris.

WACQUANT, Loïc (1999) : « *Les prisons de la misère* », Ed. Raisons d’agir, Paris.

WILDE, Oscar (1966) : « *De profundis / lettres sur la prison* », Gallimard.

RAPPORTS.....

« *Banco de Datos de Derechos Humanos y Violencia Política* », Cinep & Justicia y Paz, Noche y Niebla, n° 10, 12, 15, 20, 26, Bogota, 1998-2003.

« *Conferencia Regional sobre la Situación Carcelaria en la Región Andina* », Fundación Regional de Asesoría en Derechos Humanos, INREDH, Quito, Equateur, 2000.

« *Prisons : une humiliation française pour la République* », rapport no 449, 1999-2000, La Documentation française, Paris.

« Rapport de la commission d’enquête parlementaire sur la situation dans les prisons françaises », Assemblée nationale française, juin 2000 ;

« Rapport de la commission d’enquête sénatoriale sur les conditions de détention dans les établissements pénitentiaires français », Sénat français, juin 2000.

ARTICLES DE JOURNAUX.....

Le Monde Diplomatique :

El Tiempo :

El Colombiano

SITES INTERNET.....

www.inpec.gov.co

www.nocheyniebla.org